



# **STRATEGIE REGIONALE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE DES SYSTEMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DE LA REGION BOENY**

**Stratégie élaborée en processus participatif avec les acteurs de la Région  
Boeny de juillet 2023 à Novembre 2024**

**Décembre 2024**

Cette stratégie, développée en collaboration avec la région Boeny, a bénéficié :

- De l'appui technique et financier de :



**Protection et de Réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSol)**  
**Action ProSilience - Amélioration des sols et de l'agroécologie pour des systèmes agro-alimentaires résilients**

- De la collaboration de différents Ministères : MINAE, MEDD, MDAT, MEN, METFP

- Du pilotage et de l'animation de :

**RAHARISON Tahina Solofoniaina**, Consultant National en Agroécologie et en analyse institutionnelle

- De la participation de divers acteurs de la région

Type d'acteurs	Institutions
Collectivités (CTD)	Région Boeny
	Communes (à préciser localement)
Services techniques (STD)	DRAE Boeny + Equipe DRAE
	DIREDD Boeny & autres / DGEF
	DREN Boeny / ZAP
	DG Météorologie
	SOC (aspect Semences SQD)
Partenaires Techniques et Financiers Organisations des Nations Unies	BMZ
	Banque Mondiale
	FAO (aspect semences)
	PNUD
Projets/Programmes	ProSol
	PLAE
	ProPFR
	PAGE-PADDI
	ProMIC
	PADAP
	F4F (Forest for Future)
	FSRP
Autres Projets	

Type d'acteurs	Institutions
ONG de développement ONG de sécurité alimentaire, nutritionnelle ONG d'amélioration de la résilience (communauté, ménages, EA) ONG environnementales Gestionnaires de Parcs Nationaux ou AP	ECOConsult
	ONG MAZAVA
	AIM
	AMADESE
	SDMAD
	AFDI
	CEFFEL
	CARE International
	CADI (Centre d'Appui et de Développement Intégré)
	GRET
	DELC Mizàna Maitso
	MNP
	ASITY
MNHN	
Autres	
Structures d'accompagnement et/ou de services	FDA/FDAR
	IMF
	CCi Boeny
	ONN - ORN
Sociétés Privés	LFL
	DRAMCO
	MORINGA WAVE
	MADACOMPOST
	FLORIBIS
	Mihary HM
	Société KALFANE & Fils
	Exportateurs Black eyes
	Coopérative FANDRAMA
	DMM Boeny
Autres potentiels	
Organisation Paysanne Agriculteurs	OPR /OP
	VOI (ou COBA) – suivant zones spécifiques ciblées
	PR (Paysans Relais) – PMS
	Agriculteurs bénéficiaires
Université / Centre de formation	Université de Mahajanga
	EFTA Amborovy
	Ecole du Monde Besely
	Ecoles /CEG Bénéficiaires Formation AE
Centre de recherche Agricole	Autres
	ESSA/LLandDev
	CIRAD
	FOFIFA
Autres	

# **PLAN DE LA STRATEGIE**

<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>IV</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>IV</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>V</b>
<b>RESUME : STRATEGIE REGIONALE DE LA TAE DE BOENY .....</b>	<b>VIII</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	1
DEMARCHE D'ELABORATION DE LA STRATEGIE ET ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE .....	2
<b>1 ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE.....</b>	<b>3</b>
1.1 DES SYSTEMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN CRISE ET DES ENJEUX IMPORTANTS.....	3
1.1.1 Evolution du système agraire dans la région, et enjeux actuels pour les EAF.....	3
1.1.2 Des enjeux environnementaux et climatiques.....	4
1.1.3 Filières économiques en difficulté.....	5
1.2 LES DIFFERENTES STRATEGIES DES ACTEURS FACE AUX ENJEUX .....	6
1.3 LES ACTIONS AUTOUR DE L'AGROECOLOGIE ET LES POSITIONNEMENTS DES ACTEURS.....	7
1.4 L'ANALYSE FFOM DES ACTIONS ACTUELLES EN FAVEUR DE LA TAE .....	9
<b>2 VISIONS COMMUNE ET OBJECTIFS POUR LA TAE .....</b>	<b>11</b>
2.1 VISION AGROECOLOGIQUE ETABLIE PAR LES ACTEURS POUR LA REGION BOENY .....	11
2.2 OBJECTIFS ET ENJEUX CIBLES POUR LA TAE DE BOENY .....	12
<b>3 STRATEGIE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TAE DE LA REGION BOENY .....</b>	<b>13</b>
3.1 ACCOMPAGNEMENT AU NIVEAU DES MENAGES AGRICOLES .....	14
3.1.1 Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités.....	14
3.1.2 Mieux cibler les pratiques suivant la typologie des exploitations agricoles .....	17
3.1.3 Développer des mécanismes d'accompagnement éprouvés.....	17
3.1.4 Accompagner la structuration .....	18
3.2 ACCOMPAGNEMENT DANS LA GESTION DU PAYSAGE.....	18
3.2.1 Développer des approches paysages durables.....	18
3.2.2 Favoriser le développement des TVAB .....	20
3.2.3 Gérer les problèmes sociaux liés à la migration .....	21
3.2.4 Développer d'autres mécanismes environnementaux potentiels .....	22
3.3 ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAINE DES VALEURS ET DES FILIERES AGRICOLES.....	22
3.3.1 Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques .....	23
3.3.2 Développer la création de valeur ajoutée pour les produits locaux.....	24
3.3.3 Développer des mécanismes liés au marchés.....	24
3.3.4 Développer des valorisations des produits AE et des systèmes de certification (SPG).....	25
3.4 ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION .....	26
3.4.1 Renforcer la réglementation.....	26
3.4.2 Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD.....	27
3.4.3 Développer la formation à différents niveaux.....	27
3.4.4 Accompagner à différents niveaux l'accès aux solutions de fertilisation.....	29
3.4.5 Développer les systèmes RSE et PSE .....	30
3.4.6 Renforcer la sécurisation foncière .....	31
3.4.7 Améliorer le financement de l'agroécologie .....	32
3.4.8 Renforcer les actions de recherche participative .....	33
<b>4 STRUCTURE DE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE ET SUIVIS-EVALUATION .....</b>	<b>34</b>
4.1 RENFORCER LA MOBILISATION DES ACTEURS.....	34
4.2 STRUCTURE DE GOUVERNANCE A METTRE EN PLACE.....	34
4.3 ASSURER LE SUIVI & EVALUATION A DIFFERENTS NIVEAUX .....	35
<b>5 CONCLUSION.....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>36</b>
Annexe 1 : Les pratiques adaptées dans la région Boeny en lien aux 13 principes de l'AE .....	36
Annexe 2 : Cadre logique pour la stratégie régionale de la TAE de Boeny et indicateurs clés .....	39

## **Liste des tableaux**

Tableau 1 : Typologie et répartition des EA selon une enquête récente (ProSol) .....	4
Tableau 2 : Les enjeux et les objectifs pour accompagner la TAE .....	8
Tableau 3 : Résultats synthétique de l'analyse FFOM sur l'accompagnement de l'AE et la TAE dans la région Boeny.....	10
Tableau 4 : Différents niveaux d'intervention et de décision pour la TAE.....	13
Tableau 5 : Démarche proposée pour développer une approche paysage dans Boeny.....	20
Tableau 6 : Démarche proposée pour développer le TVAB dans la région Boeny .....	21
Tableau 7 : Démarche proposée pour une réflexion dans la gestion de la migration.....	22
Tableau 8 : Des mécanismes environnementaux pour accompagner le développement d'une approche paysage durable .....	22
Tableau 9 : Démarche proposée pour accompagner les filières.....	23
Tableau 10 : Démarche proposée pour accompagner les produits locaux/espèces rustiques .....	24
Tableau 11 : Démarche proposée pour renforcer le marché des produits agroécologiques .....	25
Tableau 12 : Démarche proposée pour développer le SPG dans la région Boeny .....	26
Tableau 13 : Quelques pistes pour la réglementation favorisant l'agroécologie dans la région.....	26
Tableau 14 : Etapes pour poursuivre la démarche SQD dans la région.....	27
Tableau 15 : Démarches proposées pour renforcer les formations à différents niveaux .....	28
Tableau 16 : Etapes pour développer l'accès à la fertilisation dans la région Boeny .....	30
Tableau 17 : Piste d'actions proposées pour développer les activités RSE et PSE .....	31
Tableau 18 : Démarche pour poursuivre les actions de sécurisation foncière .....	32
Tableau 19 : Quelques pistes pour renforcer le financement de l'agroécologie .....	32
Tableau 20 : Démarche pour développer la recherche action (ou recherche participative) .....	33

## **Liste des figures**

Figure 1 : Processus d'analyse et d'accompagnement de la transition agroécologique .....	2
Figure 2 : Evolution du système agraire dans Boeny (Cas de Marovoay et ses alentours) .....	3
Figure 3 : Enjeux importants pour la Région Boeny.....	5
Figure 4 : Plan d'influence et dépendance entre acteurs de.....	7
Figure 5 : Positionnement des acteurs par rapport aux objectifs de la TAE .....	9
Figure 6 : Les 13 principes de l'agroécologie.....	13
Figure 7 : Classification des techniques suivant le consentement des agriculteurs sur la base des expériences du projet ProSol .....	16
Figure 8 : Pour une approche paysage durable .....	19
Figure 9 : Les membres clés du Groupe de Travail sur la TAE .....	34

## Liste des abréviations

<b>AB</b>	: Agriculture Biologique
<b>ABC</b>	: Agroécologie, Biodiversité et Changement climatique (Mention de formation de niveau Master 1-2 au niveau de l'ESSA)
<b>ACN</b>	: Agent Communautaire de Nutrition
<b>AE</b>	: Agroécologie
<b>AFD</b>	: Agence Française de Développement
<b>AFDI</b>	: Agriculteurs français et développement international
<b>AIM</b>	: Action Inter coopération Madagascar
<b>AMADESE</b>	: Association Malagasy pour le Développement Economique, Social et Environnemental
<b>AP</b>	: Aires Protégées
<b>ASPD</b>	: Aménagement Agro Sylvo - Pastoraux Durable
<b>AVEC</b>	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
<b>BMZ</b>	: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement)
<b>BNGRC</b>	: Bureau National de Gestion des Risques et de Catastrophes
<b>C</b>	: Carbone
<b>CADI</b>	: Centre d'Appui et de Développement Intégré
<b>CAFPA</b>	: Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole
<b>CRFPA</b>	: Centre Régional de Formation Professionnelle Agricole de la région Itasy
<b>CC</b>	: Changement Climatique
<b>CCI</b>	: Chambre de Commerce et d'Industrie
<b>CEG</b>	: Collèges d'Enseignement Générales
<b>CEFAR</b>	: Centre et Etablissement de Formation Agricole et Rural
<b>CEFFEL</b>	: Conseil, Expérimentation et Formation en Fruits et Légumes
<b>CEP</b>	: Champs Ecole Paysan
<b>CIRAD</b>	: Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>CISCO</b>	: Circonscription Scolaire
<b>COBA</b>	: Communauté de Base
<b>CRAT</b>	: Comité Régional de l'Aménagement du Territoire
<b>CTD</b>	: Collectivités Territoriales Décentralisées
<b>DELC</b>	: Development and Environmental Law Center (Centre de droit du développement et de l'environnement)
<b>DEMC</b>	: Direction de l'Education de Masse et du Civisme
<b>DGEF</b>	: Direction Générale de l'Environnement et des Forêts
<b>DGM</b>	: Direction Générale de la Météorologie
<b>DRAE</b>	: Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (anciennement DRAEP)
<b>DRAT</b>	: Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire
<b>DRICA</b>	: Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
<b>DIREED</b>	: Direction Inter-Régionale de l'Environnement et du Développement Durable
<b>DREN</b>	: Direction Régionale de l'Education Nationale
<b>DRS</b>	: Défense et Restauration du Sol
<b>EA</b>	: Exploitation Agricole
<b>EAF</b>	: Exploitation Agricole Familiale
<b>EFTA</b>	: Ecole de Formation des Techniciens Agricole
<b>EIE</b>	: Etude d'Impact Environnemental

<b>ENELEC</b>	: Entreprise en électricité générale
<b>ESSA</b>	: Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques
<b>F4F</b>	: Forest for Future
<b>FAO</b>	: Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
<b>FAPBM</b>	: Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar
<b>FDA</b>	: Fond de Développement Agricole
<b>FDAR</b>	: Fond de Développement Agricole Régional
<b>FFOM</b>	: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
<b>FIDA</b>	: Fonds international de développement agricole (IFAD : International Fund for Agricultural Development)
<b>FOFIFA</b>	: FOibem-pirenena momba ny Flkarohana ampiarina amin'ny Fampandrosoana ny eny Ambanivohitra (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural)
<b>FSRP</b>	: Food System Resilience Program
<b>GDT</b>	: Gestion Durable des Terres
<b>GEPAM</b>	: Groupement des Entreprises de la Province Autonome de Mahajanga
<b>GIZ</b>	: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de coopération internationale allemande pour le développement)
<b>GRET</b>	: GRET, <i>Professionnels du développement solidaire</i> (anciennement nommé Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques)
<b>GSDM</b>	: GSDM, <i>Professionnels de l'Agroécologie</i> (anciennement nommé Groupement Semis Direct de Madagascar)
<b>GTRPF</b>	: Groupe de Travail Restauration des Paysages et des Forêts
<b>GVEC</b>	: Groupement Villageois d'Epargne et de Crédit
<b>IMF</b>	: Institutions de Microfinance
<b>IUTAM</b>	: Institut Universitaire de Technologie et d'Agronomie de Mahajanga
<b>KFB</b>	: Kooperativa Fandrama Boeny (Coopérative de Miel à Boeny)
<b>KMDT</b>	: Komity Miady am'Doro tanety (Comité de lutte contre les feux de brousse)
<b>LLandDev</b>	: Land, Landscape and Development (Parcelle, Paysage et Développement)
<b>LMMA</b>	: Lamina enti-Mitantana Morontsiraka sy Andranomasina (Système de gestion côtière et marine)
<b>LFL</b>	: Livestock Feed Ltd
<b>Master TerREau</b>	: Formation des Experts en Développement Rural et en Gestion de l'Eau
<b>MDAT</b>	: Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire
<b>MEDD</b>	: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MESUPRES</b>	: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique
<b>METFP</b>	: Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
<b>MICA</b>	: Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
<b>MINAE</b>	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>MNHN</b>	: Muséum National d'Histoire Naturelle
<b>MNP</b>	: Madagascar National Park
<b>OG</b>	: Objectif Général
<b>ONE</b>	: Office National de l'Environnement
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>ONN</b>	: Office Nationale de Nutrition
<b>OP</b>	: Organisation Paysanne
<b>OPR</b>	: Organisation Paysanne Régionale
<b>ORN</b>	: Office Régionale de Nutrition

<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>PADAP</b>	: Projet d'agriculture durable par une approche paysage
<b>PADDI</b>	: Programme d'Appui au Développement Durable et Intégré
<b>PAGE</b>	: Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement
<b>PAIDP</b>	: Plan d'Aménagement Intégré Durable de Paysage
<b>PFGAP</b>	: Plateformes des Gestionnaires des Aires Protégées
<b>PLAE</b>	: Programme de Lutte Anti-Erosive
<b>PMS</b>	: Paysans Multiplicateurs de Semences
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PR</b>	: Paysans Relais
<b>PRD</b>	: Plan Régional de Développement
<b>ProMIC</b>	: Projet de gestion de la migration due au changement climatique
<b>ProPFR</b>	: Projet de Promotion d'une Politique Foncière Responsable
<b>PROSOL</b>	: Projet de Protection et de Réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire
<b>PSE</b>	: Paiement pour les Services Environnementaux
<b>PTF</b>	: Partenaire Technique et Financier
<b>REDD+</b>	: Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
<b>RM</b>	: Ressources Matérielles
<b>RMME</b>	: Rizières à Mauvaise Maîtrise de l'Eau
<b>RN</b>	: Ressources Naturelles
<b>RPF</b>	: Restauration des Paysages Forestiers
<b>RSE</b>	: Responsabilité Sociale/Sociétale des Entreprises
<b>SARLU</b>	: Société à Responsabilité Limitée à associé Unique.
<b>SDMad</b>	: Semis Direct de Madagascar
<b>S&amp;E</b>	: Suivi et évaluation
<b>SNABIO</b>	: Stratégie Nationale de l'Agriculture Biologique
<b>SNRPF</b>	: Stratégie nationale sur la restauration des paysages forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar
<b>SOC</b>	: Service Officiel de Contrôle (des semences)
<b>SOCTAM</b>	: Société de Culture de Tabac de Madagascar
<b>SPG</b>	: Système Participatif de Garanti
<b>SQD</b>	: Semences de Qualité Déclarée
<b>STD</b>	: Services Techniques Déconcentrés
<b>SYMABIO</b>	: Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique
<b>TAE</b>	: Transition Agroécologique
<b>TVAB</b>	: Territoire à Vocation Agriculture Biologique
<b>UE</b>	: Union Européenne
<b>UNICEF</b>	: United Nations International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
<b>USAID</b>	: US Agency for International Development (Agence Américaine pour le Développement International)
<b>VFTV</b>	: Vovonan'ny Fikambanan'ny Tantsahan'i Vakinankaratra (Fédération des Organisations Paysannes de Vakinankaratra)
<b>VSLA</b>	: Village Saving and Loans Associations
<b>VOI</b>	: Vondron'olona Ifotony (COBA : Communauté de Base)
<b>ZAP</b>	: Zones d'Administration Pédagogique

## **Résumé : Stratégie Régionale de la TAE de Boeny**

### **Contexte, justification et processus**

La région de Boeny fait face à d'importants défis environnementaux, économiques et sociaux liés à ses systèmes agricoles et alimentaires. Ces derniers subissent une forte pression due à la dégradation des sols, à la déforestation, aux feux de brousse et aux changements climatiques.

La région Boeny a connu en effet une transformation progressive de son système agraire. Autrefois caractérisée par une couverture forestière dense et des plaines fertiles, elle est aujourd'hui marquée par une forte déforestation, des feux de brousse massifs, l'ensablement des rizières, des difficultés économiques au niveau des filières phares et des atomisations des exploitations agricoles où les exploitations agricoles familiales (EAF) sont prédominantes.

La transition agroécologique (TAE) est envisagée comme une réponse pour rendre l'agriculture plus résiliente, durable et productive tout en respectant l'environnement.

L'agroécologie est perçue principalement comme un ensemble de techniques agricoles (de gestion durable des terres), mais peu comme une transformation globale du système alimentaire. Les bailleurs de fonds ont une influence majeure, tandis que les acteurs locaux (agriculteurs, entreprises) restent en retrait. L'absence de synergies entre acteurs et la fragmentation des initiatives limitent l'impact des projets agroécologiques.

Cette stratégie, élaborée de manière participative avec les acteurs locaux, vise à structurer et à coordonner les actions en faveur de l'agroécologie. Elle s'aligne sur le Plan Régional de Développement (PRD) et s'intègre dans une approche multisectorielle, impliquant divers acteurs : institutions, collectivités, ONG, organisations paysannes, entreprises privées et institutions de recherche.

### **Vision et Objectifs**

La stratégie vise pour 2035 un développement agroécologique intégré, articulé autour de plusieurs piliers : i) une gouvernance décentralisée où les communautés de base jouent un rôle central dans la gestion des ressources et la lutte contre les feux de brousse ; ii) un aménagement territorial durable, avec un plan d'aménagement intégré durable de paysage et des schémas d'aménagement au niveau communal ; iii) une agriculture agroécologique structurée, avec au moins 60 % des parcelles intégrant des arbres fruitiers et une réduction de 90% des pesticides ; iv) une filière agroécologique compétitive, favorisant la production locale, la transformation et l'accès aux marchés nationaux et internationaux ; v) une sécurité alimentaire renforcée, avec 75 % des écoles disposant d'un jardin agroécologique et une intégration des produits sains dans l'alimentation des enfants.

### **Axes Stratégiques d'Intervention**

Afin d'accompagner la transition agroécologique de la région Boeny, et d'atteindre les objectifs fixés, quatre niveaux d'interventions et de décision sont ciblés.

1. **Accompagnement des ménages agricoles** : L'objectif est d'améliorer les pratiques à l'échelle des EA pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.

Il s'agit d'assurer la formation technique, mener des sensibilisations et accompagner les agriculteurs sur les pratiques agricoles et alimentaires éprouvés dans la région : amélioration de la fertilité des sols (techniques de compostage, cultures de couverture (mucuna, pois d'Angole), lutte contre l'érosion, amélioration de l'accès ou la gestion de l'eau, intégration agriculture-élevage, lutte intégrée contre les maladies et ravageurs, lutte contre le changement climatique en mobilisant des espèces et variétés rustiques et résilientes, développement des activités génératrices de revenus qui renforce l'autonomisation des femmes.

Il est aussi proposé à ce niveau de renforcer les dispositifs d'accompagnement éprouvés : site de référence, champs écoles paysans, développement des outils pédagogiques et des outils de diffusion, le développement de l'approche « paysan-paysan » dans la diffusion, et des centres de formation agroécologiques.

Enfin, il a été aussi proposé de renforcer la structuration des agriculteurs, avec le renforcement des organisations paysannes et des coopératives pour améliorer l'accès au marché et au crédit.

2. **Gestion du paysage et des ressources naturelles** : A ce niveau, l'objectif est de gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.

Il s'agit de développer et concilier des approches paysages durables dans une démarche multi-sectorielles et multi-acteurs. Il a été proposé de développer un Plan d'Aménagement Intégré Durable de Paysage (PAIDP).

Il est également proposé de développer dans la région la démarche de TVAB (Territoire à Vocation Agriculture Biologique), soit autour des Aires Protégées, ou dans des zones spécifiquement ciblées par les acteurs.

Parmi les axes stratégiques, il est aussi proposé de gérer les problèmes sociaux liés à la migration, en lien à la protection des ressources naturelles.

D'autres mécanismes potentiels sont à creuser comme le PSE (Paiement pour des Services Environnementaux) ou les fonds verts pour le climat, pour accompagner cette démarche de gestion du paysage et des ressources naturelles.

3. **Développement de chaînes de valeur et des filières agricoles (agroécologiques)** : A ce niveau, l'objectif est de restructurer les chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et générer de la valeur ajoutée.

Il s'agit de développer des démarches de chaînes des valeurs, avec des renforcements en technique agroécologiques et des organisations autour des filières stratégiques cultures vivrières, légumineuses, produits agroécologiques, arbres autochtones-arbustes, ainsi que les filières biopesticides.

Il est aussi important de créer des valeurs ajoutées pour des produits locaux et les produits adaptés au changement climatique.

Il est proposé plus spécifiquement de développer des mécanismes d'accompagnement de la TAE liés au marché, et en proposant notamment des ouvertures de marché pour les produits agroécologiques ou suivant les démarches agroécologiques.

Il est principalement à développer des systèmes de valorisation des produits AE et des systèmes de certification (comme le SPG ou Système Participatif de Garantie).

4. **Appui aux politiques publiques** : L'objectif à ce niveau est de créer un environnement propice à la transition agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés.

Il est important pour la région de renforcer la réglementation afin d'accompagner la TAE. On peut citer l'exemple de la réglementation dans l'usage des pesticides, ou la réglementation sur les RSE, ou les politiques foncières.

Il est important de faciliter l'accès aux semences résilientes et valorisant les ressources locales. La démarche SQD est plus spécifiquement à continuer et à renforcer.

Il est important de développer la formation en agroécologie à différents niveaux : i) intégration de l'agroécologie en milieu scolaire et valorisant/combinant les différentes démarches développées dans la région, ii) Intégration de l'AE dans les CEFAR et les

formations professionnelles, iii) Intégration de l'AE dans la formation académique (Universités publiques et Privées).

Compte tenu des besoins en fertilisation dans la zone pour renforcer la santé des sols et la productivité, il est aussi préconisé d'accompagner à différents niveaux l'accès aux solutions de fertilisation. Plusieurs approches de fertilisation sont proposées : i) promotion des bonnes pratiques au niveau des exploitations agricoles ; ii) bonne intégration agriculture élevage, foresterie au niveau des aménagement de paysages ; iii) renforcement des dispositifs de production privés de proximité (vendeur de compost liquide, de lombricompost, compost solide) ; iv) renforcement de l'accès au compost d'origine urbaine ; et v) renforcement de l'accès aux engrais mixtes, par le développement d'un réseau de distribution.

Il est aussi important dans cette région de renforcer la sécurisation foncière. Ce mécanisme a été abordé pour accompagner la TAE et pour la durabilité des actions et limiter notamment les verrous pour le développement de l'AE, en renforçant les initiatives déjà menées dans ce cadre.

Il faut renforcer le financement de l'agroécologie, en le priorisant dans les programmes du FDAR, ou en développant les mécanismes d'épargne communautaire (type AVEC, GVEC, VSLA...).

Les actions de recherche-participative sont plus particulièrement à renforcer, en soutenant les liens recherche-développement dans la définition des thématiques, dans la mise en œuvre et dans les partages des résultats.

En axe transversale, il est important d'améliorer la gouvernance territoriale via une gouvernance participative avec la mobilisation de différents types d'acteurs, des espaces de concertation, de partage de connaissances, de réflexions communes et de pilotage en créant un sous-groupe du CRAT (Comité Régional de l'Aménagement du Territoire) et plus spécifiquement un Groupe de Travail sur la TAE. Le suivi-évaluation de ces actions sont à développer avec les indicateurs clés et suivant la cadre logique de cette stratégie (et des indicateurs définis par les acteurs).

La transition agroécologique est une nécessité pour garantir la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires de la région Boeny. Cette stratégie propose une approche intégrée et participative, impliquant l'ensemble des acteurs du territoire. La mise en œuvre réussie de cette transition dépendra de la coordination des actions, de l'engagement des institutions publiques et privées, ainsi que de la mobilisation des financements pour soutenir les initiatives agroécologiques.

## Introduction

### Contexte et justification

Les systèmes agricoles et alimentaires font face à des défis de durabilité. L'agroécologie (AE) est identifiée comme une voie prometteuse pour répondre à ces enjeux. Le processus de transformation vers une transition agroécologique (TAE) est ainsi souhaité, analysé et accompagné dans ce sens. Les analyses des politiques publiques au niveau national ont montré différents constats.

Les politiques publiques et l'action publique (acteurs, réseaux, dispositifs d'accompagnement et de mise en œuvre) sont très sectorisées. Les domaines du développement durable sont traités séparément : i) les actions de développement agricole prônent la vision modernisatrice de l'agriculture et une approche productiviste, à travers les grandes exploitations modernisées (agriculture intensive, mécanisation), ou de la révolution verte ; ii) les actions de protection de l'environnement et des ressources naturelles sont fortement orientées autour des aires protégées (forêt, faunes et flores sauvages) ; iii) les actions de sécurité alimentaires, nutritionnelles, de gestion et réduction des risques et catastrophes naturelles, ciblent fortement les zones et les exploitations vulnérables, à travers des actions d'urgence.

Les initiatives alternatives portées par l'AE sont nombreuses mais cloisonnées et éparpillées. A Madagascar, un pays sous régime d'aide, elles se traduisent par une multitude de projets, souvent limités à des temporalités courtes (généralement cinq ans) et des zones restreintes (une dizaine de communes), avec un manque de coordination et de continuité d'actions. Les nombreux acteurs impliqués (partenaires bilatéraux, multilatéraux, ONG, société civile, institutions de recherche) ont des visions et des intérêts parfois divergents, entraînant un manque d'efficacité global : chevauchements, redondance des activités, faible mutualisation ou valorisation des résultats.

Ces facteurs freinent le passage à l'échelle des initiatives agroécologiques, rendant difficile leur intégration dans les politiques publiques. Les projets ont un impact limité dans le temps et l'espace, et leur diffusion au-delà de leur cadre initial est quasi inexistante. Ainsi, la vision dominante de l'agriculture intensive reste prépondérante dans les politiques publiques, éclipsant les approches durables. Face à ces multiples constats, il est important de :

- **Renforcer la coordination** entre les acteurs et les projets pour mutualiser les efforts et réduire les redondances.
- **Développer une approche territoriale** et intégrée, réunissant les dimensions multi-acteurs, multi-sectorielles et multi-échelles. Cette approche vise à mieux structurer les dispositifs et mécanismes d'accompagnement de la transition agroécologique (TAE).
- **Impliquer les acteurs locaux opérationnels** et ne pas se limiter à des actions symboliques ou des plaidoyers auprès des décideurs politiques.
- **Favoriser une transformation ascendante**, basée sur la mobilisation des territoires, pour garantir des solutions adaptées au contexte local et durablement ancrées.

Selon Anderson et al. (2021), **la base essentielle pour la transformation des systèmes alimentaires devrait passer par une pratique profondément politisée et collectivisée de la construction d'une AE du bas vers le haut.**

Ce document, élaboré pour répondre à ces différents points, constitue une **stratégie régionale pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région BOENY**. Il s'articule avec **le Plan Régional de Développement (PRD) de Boeny** et contribue à l'objectif général OG2 « *Valoriser les potentialités économiques de la Région* », et les sous-objectifs 2.1. *Améliorer la productivité dans les secteurs agriculture, élevage, pêche et foresterie : promouvoir la durabilité des filières agricoles, promouvoir la durabilité et diversification des filières d'élevage, promouvoir la durabilité des filières forestiers ligneux et non ligneux, développer et valoriser les synergies entre filières.*

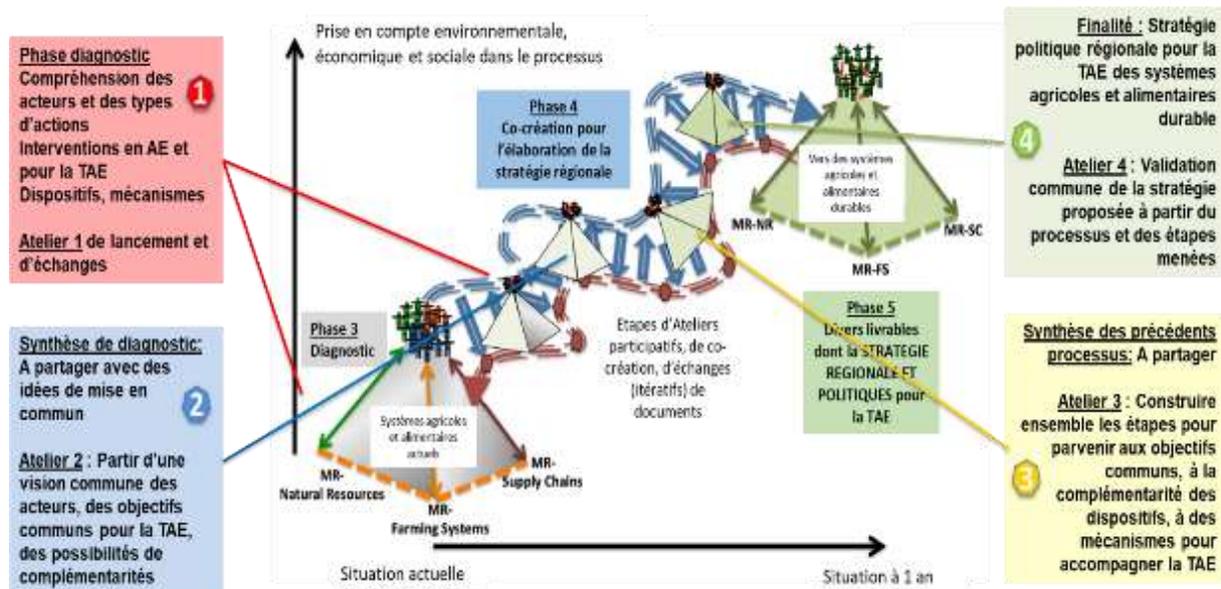
## Démarche d'élaboration de la stratégie et analyse de la situation actuelle

Cette stratégie est issue d'une démarche participative de co-création « territorialisée », multisectoriels, multi-acteurs, avec les acteurs de la région Boeny (cf liste en supra).

Le processus au niveau territorial (région Boeny) a pour finalité de mettre à la disposition des décideurs et des acteurs des propositions de stratégie et de mécanismes pour accompagner la TAE vers un système alimentaire durable au niveau de la région BOENY.

La démarche et le processus de mise en œuvre, expliqués dans le schéma ci-dessous, ont été mené en différentes étapes.

Figure 1 : Processus d'analyse et d'accompagnement de la transition agroécologique



Source : Adapté de Duru, Therond et Fares (2015)

Les interactions entre les différents acteurs ont été développées dès la phase de diagnostic jusqu'à la validation de la stratégie régionale. La démarche est composée de 04 étapes clés :

- Etape 1 – Diagnostic : compréhension des systèmes agricoles et alimentaires, des types d'actions et des interventions en faveur (ou non) de l'AE et de la TAE, des dispositifs et mécanismes développés par chaque acteur, avec un premier Atelier de lancement, de partage d'information, d'échanges et d'analyses des rôles des acteurs dans l'accompagnement de la TAE.
- Etape 2 – Atelier participatif de partage des résultats de diagnostics, et développement d'une vision commune des acteurs, et sur les possibilités de complémentarités dans les actions et les mécanismes à développer. Un troisième Atelier prospective organisé par le CIRAD/ProSol a complété cette étape.
- Etape 3 : Atelier participatif pour la construction de la trame de stratégie régionale pour la TAE, valorisant les acquis des précédentes étapes, et permettant une première proposition de stratégie (version provisoire)
- Etape 4 : Validation de la stratégie régionale pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région Boeny. Cette validation permettra d'avoir un document final à proposer aux décideurs régionaux, mais aussi nationaux, les bailleurs de fonds et les acteurs de l'ensemble des systèmes agricoles et alimentaires.

# 1 Analyse de la situation actuelle

Cette partie est importante à illustrer car constitue une base contextuelle, et précisant les enjeux importants dans la région pour une orientation stratégique de la TAE.

## 1.1 Des systèmes agricoles et alimentaires en crise et des enjeux importants

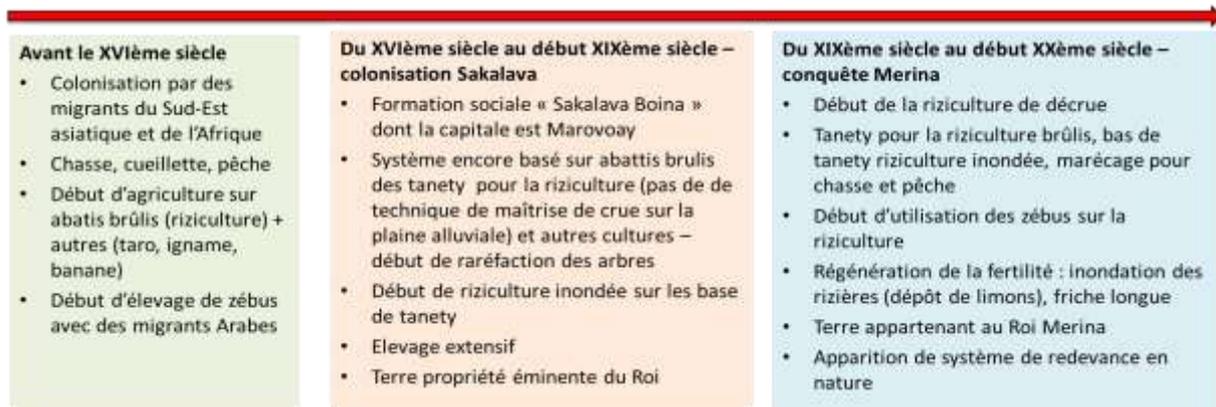
Cette stratégie, en complément du PRD de Boeny, se focalise plus spécifiquement sur les systèmes agricoles et alimentaires dans la région de Boeny. Il est dans ce cadre important de souligner l'évolution des systèmes et les enjeux actuels pour une stratégie bien ciblée.

### 1.1.1 Evolution du système agraire dans la région, et enjeux actuels pour les EAF

L'évolution du système agraire donne des éléments de trajectoire d'évolution de la valorisation du milieu et des systèmes de production.

Il faut noter que les plaines alluviales étaient composées de cuvettes lacustres et des bourrelets de berges soumises à des remontées d'eau saline et des crues élevés, faute de technique de maîtrise de l'eau de crues. Les tanety sont couvertes de savane arborée, et des forêts.

Figure 2 : Evolution du système agraire dans Boeny (Cas de Marovoay et ses alentours)



Les occupants des plaines de la basse Betsiboka se sont petit à petit formés à partir de la conquête Sakalava, des zones occupées par des groupes autochtones (plutôt des migrants du Sud-Est asiatique et de l'Afrique) qui sont des chasseurs-pêcheurs-agriculteurs. La formation sociale « Sakalava du Boina » s'est constitué à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle et dont la capitale est Marovoay.





Au fur et à mesure de l'occupation, les arbres se raréfient par le système d'abattis-brulis. Actuellement, on est confronté à une disparition progressive et rapide de la forêt. Les crises de fertilité des sols se font sentir (suivant les zones et l'ancienneté de son exploitation). Les feux de brousses sont fréquents. A cela s'ajoute des problèmes de flux migratoire non maîtrisés.

La pression démographique se fait de plus en plus sentir, et les propriétés se sont atomisées. On constate également une difficulté d'accès des EAF (exploitations agricoles familiales) aux ressources foncières. Une enquête récente du projet ProSol menée par le Cirad (Quentin, Bélières et Sourriseau, 2024) montre une grande proportion des petites Exploitations agricoles familiales (EAF) (59%) et moyennes (37%).

Tableau 1 : Typologie et répartition des EA selon une enquête récente (ProSol)

Caractéristiques générales des 6 classes d'EA	%
Petites EAF intensives, et avec un important capital social (superficie moyenne de 1,4 ha)	14%
Petites EAF d'installation récente, faiblement capitalisées et adoptant très peu de pratiques agroécologiques (1,1 ha)	45%
EAF moyennes mais petites en devenir du fait notamment du nombre de personnes qui compromet la durabilité de l'EA (réduction des facteurs de production) (1,85 ha)	25%
EAF moyennes avec des activités non agricoles importantes et caractérisées par la pratique de la pêche (1,49 ha)	12%
Grandes EAF commerciales, spécialisées dans les légumineuses (notamment le <i>black eyes</i> ) (7ha)	3%
Grandes EA de type patronal, les mieux dotées en facteurs de production (14,2 ha)	1%

Les répartitions sont très variables d'une commune à l'autre (voir les détails sur les caractéristiques des EAF et des différentes typologie dans le rapport d'enquête complet).

Il est important de préciser ces éléments de typologie car pour l'accompagnement de la transition agroécologique vers des systèmes agricoles et alimentaires durables, il faut considérer cette diversité des systèmes d'exploitation au sein du territoire. Certaines pratiques conviennent à certains types d'EA, d'autres non.

### 1.1.2 Des enjeux environnementaux et climatiques

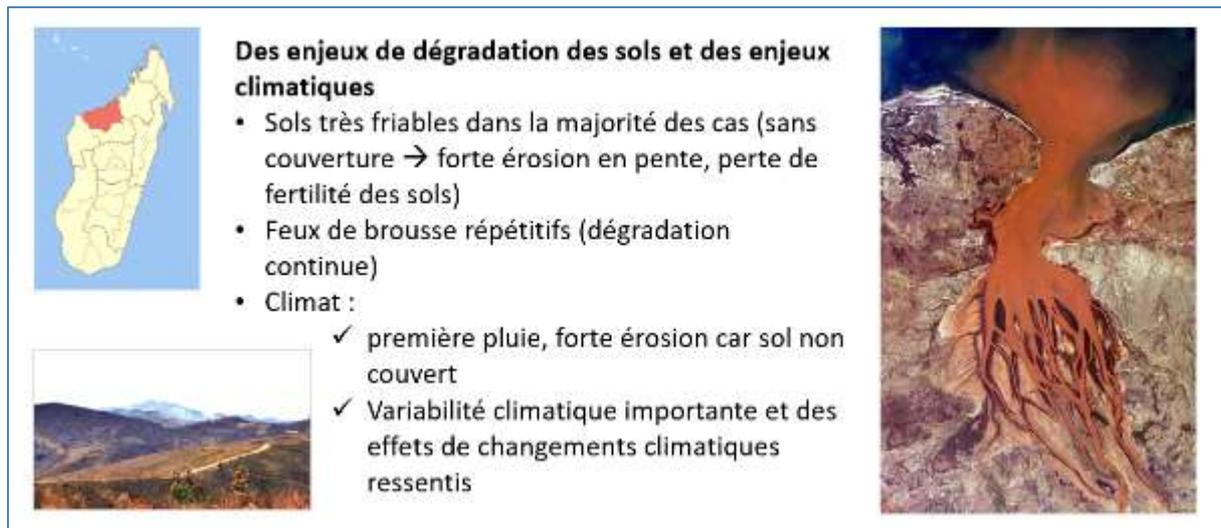
Lors des entrevues et durant les ateliers, les enjeux liés à la dégradation du milieu sont souvent cités par les acteurs : la dégradation des forêts, les feux de brousse, l'érosion et la dégradation des sols et les enjeux climatiques.

L'accélération de la déforestation a été observée depuis les années 90, et cela se poursuit. D'après le rapport du MEDD et du BNCC-REDD+ en 2017, 25 010 ha de forêts dégradées entre 2013 et 2018 dans la région Boeny, avec une projection de dégradation de 95 683 ha entre 2018 et 2028 (MEEF et BNCC-REDD+, 2017). Cela fait de cette région une zone à fort

risque de dégradation forestière et selon les acteurs environnementaux : « *La couverture forestière de Boeny disparaîtra d'ici 2035 s'il n'y a pas d'actions adéquates* » (cité plusieurs fois par différents acteurs environnementaux de la région Boeny).

Les feux de brousse et leurs impacts font partie des enjeux importants traités dans la zone. Selon les acteurs, le feu constitue un des facteurs majeurs entraînant une dégradation progressive des terres, réduisant leur capacité productive, la perte de biodiversité et l'émission de carbone. Selon les chiffres évoqués par le LandDev à partir de la cartographie entre 2013 et 2018, en moyenne, 335 000 ha/an ont brûlé dans la région Boeny entre 2013 et 2018, avec 400 000 ha rien que pour l'année 2018, ce qui représente environ 11 % de la superficie totale de la région (LlandDev, 2020). La région est en effet considérée par les acteurs comme l'une des régions « hot spot » de feux à Madagascar avec les régions Sofia, Ihorombe et Menabe.

Figure 3 : Enjeux importants pour la Région Boeny



Ces facteurs de déforestation et de feux de brousse répétitifs constituent des facteurs d'érosion et de dégradation des sols. Les images présentées sont emblématiques des enjeux de la région (feux de brousse sur une étendue à perte de vue) et l'érosion dans le delta et estuaire du fleuve Betsiboka.

En lien à ces facteurs cités, la région est également confrontée à une perte importante de la biodiversité, des couvertures forestières et des couvertures du sol. La perte de biodiversité est notamment traitée dans les enjeux de protection des ressources dans les Aires protégées. La région Boeny compte en effet de nombreux et des surfaces importantes d'Aires protégées.

### 1.1.3 Filières économiques en difficulté

La région Boeny est connue pour son fort potentiel en production de riz (la plaine de Marovoay qui est historiquement le deuxième grenier à riz de Madagascar), de légumes secs (Black eyes, autres types de niébé, antsoroko, ...) et d'autres filières commerciales (Raphia...) ainsi que des filières à la fois de consommation et destinée à la vente (Maïs, Manioc,...).

Ces différentes filières connaissent des difficultés. La plaine de Marovoay connaît actuellement une forte difficulté de maîtrise d'eau, et confrontés à des problèmes d'ensablement liés aux dégradations du milieu en amont des bassins-versants. Les légumes secs destinés à l'exportation, et notamment le black eyes, ont connu ces dernières années des problèmes de normes liées à l'utilisation abusive et non maîtrisée de pesticides.

Les autres filières connaissent parfois de difficulté d'organisation pour le marché. Par exemple, malgré la forte potentialité en maïs (concerne l'ensemble du territoire malgache), les sociétés de production provende (clients importants de maïs) tournent vers l'importation au lieu du marché intérieur.

## 1.2 Les différentes stratégies des acteurs face aux enjeux

Comme évoqué ci-dessus, la région fait face à des enjeux de protection des ressources naturelles (forêt, eau, biodiversité...), de gestion de fertilité, d'adaptation au CC... des enjeux démographiques et flux migratoire, des accès difficiles aux terres des petites EAF, des enjeux économiques.

Les acteurs ont différentes stratégies pour faire face à ces enjeux :

### Pour les ménages agricoles

Les ménages agricoles s'adaptent à leur situation et exploitent au maximum les ressources existantes. Ils vont principalement dans les exploitations des zones fertiles. Il s'agit notamment des baiboho sur lesquels les agriculteurs fondent leur système de production. Ces zones sont très importantes dans les organisations des EAF et concentrent les cultures commerciales les plus importantes pour les EAF. Il y a également les zones encore riches autour des forêts (parfois dans les aires protégées même pour des migrants). De plus, les EAF exploitent des ressources naturelles qui sont disponibles autour de leurs exploitations (bois, forêts...).

La gestion des parcelles se font encore dans beaucoup de cas par l'intermédiaire des feux (gestion des parcelles contre les mauvaises herbes et durant la préparation des sols, ou gestion des pâturages).

Il y a également la forte intensification de l'agriculture par l'utilisation des produits chimiques pour les cultures commerciales, dans les zones de bas fond (notamment les légumineuses type Black eyes, Antsoroko).

### Pour les opérateurs économiques

Les opérateurs économiques tournent dans une logique de valorisation des ressources existantes, de maximisation de profit, des opportunités de marché et de la mobilisation des ressources disponibles. La contribution dans la gestion des ressources reste encore assez rare bien que des initiatives dans ce sens existent.

Beaucoup d'opérateurs développent des actions autour des produits exportés principalement. D'autres développent des actions de collectes de produits agricoles destinés au marché national. Les exploitations de type régies restent limitées.

### Pour les actions de développement et les politiques publiques

Pour les acteurs politiques et les acteurs de développement, les actions vont dans des orientations sectorielles suivant les types d'acteurs.

D'abord, les acteurs de développement agricole (DRAE, ONG de développement, plateformes d'acteurs) et les acteurs du secteur privé assez développé dans la zone vont dans l'accompagnement des filières agricoles, des filières d'exportation, des filières bois-énergie...

Les acteurs environnementaux concentrent leurs actions dans la protection des aires protégées (AP). Il s'agit principalement des actions de protection et/ou gestion des ressources naturelles et des transferts de gestion des ressources naturelles. Les acteurs privés contribuent aussi en partie dans ces actions à travers des initiatives volontaires de RSE (Responsabilité Sociale ou Sociétale d'Entreprise).

Quelques acteurs (type ORN), plus limitées en nombre, s'orientent vers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

D'autres stratégies d'intervention sont toutefois fondées sur des approches multisectorielles, et notamment sur des agroécologiques et des approches de gestion durable des terres.

### 1.3 Les actions autour de l'agroécologie et les positionnements des acteurs

Les actions autour de l'Agroécologie ont été déjà initiées depuis quelques années dans la région Boeny, principalement avec les actions de protection des bassins versants et du paysage (PLAE, PADAP), et de façon assez limitée. Les premières actions plus conséquentes dans ce sens ont été portées par le projet ProSol pour la gestion durable des terres et la réhabilitation des sols.

Cette partie donne quelques éléments clés sur la perception de l'agroécologie par les acteurs, les relations de pouvoirs dans les actions de développement durable et les positionnements des acteurs autour de l'agroécologie. Cette analyse a été menée durant la phase de diagnostic et aussi durant le premier Atelier (sous forme de travaux de groupe). Ces éléments sont importants pour orienter les stratégies d'accompagnement de la transition agroécologique.

#### ❑ Vision de l'Agroécologie

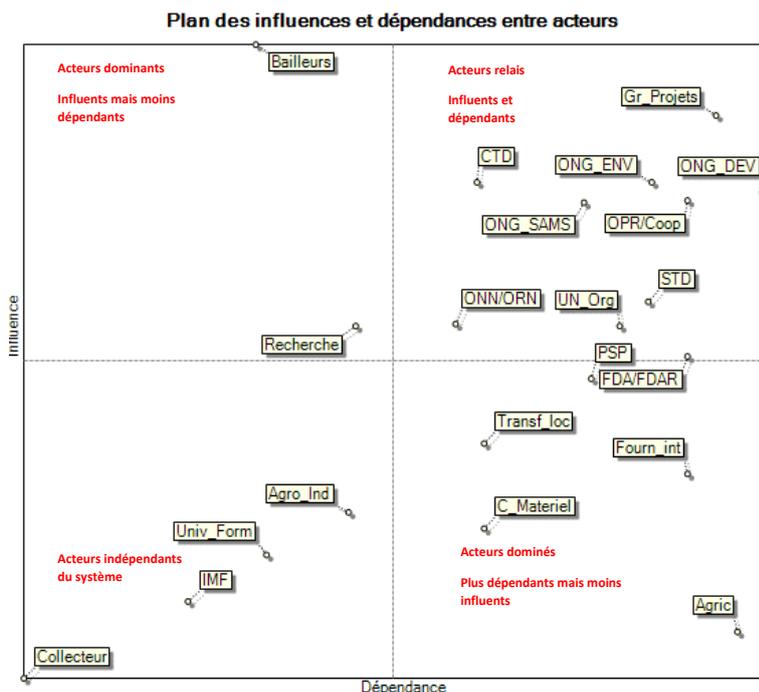
D'après les échanges avec les acteurs, l'agroécologie est principalement prise comme des pratiques ou systèmes agricoles, pour différents objectifs cités : i) pour la protection de l'environnement, ii) pour la gestion durable des terres, iii) pour contribuer au développement durable (environnemental économique et social), iv) pour le développement des processus écologiques, l'intensification écologique et des services écosystémiques. Les autres dimensions et ouvertures de l'agroécologie n'ont pas été abordées.

Quant au concept de transition agroécologique, il est encore très peu connu, peu mobilisé par les acteurs de Boeny... parfois juste considéré comme terme en vogue. La TAE est surtout prise dans le sens de transformation des pratiques et des systèmes agricoles.

#### ❑ Influence et dépendance entre acteurs

Les influences et dépendances des acteurs montrent les relations de pouvoirs qui existent au sein d'un territoire et dans l'accompagnement de l'innovation agricole. Connaître ces relations de pouvoirs permet de mieux cibler les acteurs plus influents, de mieux orienter le plaidoyer, de cerner les acteurs relais et ceux qui sont les plus porteurs d'actions et d'accompagnements, mais également ceux plus éloignés pour étendre les actions de sensibilisation.

Figure 4 : Plan d'influence et dépendance entre acteurs de



Ce plan d'influence-dépendance montre quatre quadrants suivant les dépendances (axe horizontale) et les influences (axe verticale).

Le premier quadrant (en haut à gauche) regroupe les acteurs dominants (plus influents envers d'autres acteurs et moins dépendants des autres acteurs). Ce résultat montre qu'il s'agit d'un système (d'innovation agricole) assez dominé/influencé par les bailleurs de fonds. La recherche est aussi intégrée dans ce cadran selon les acteurs de Boeny (sur la base des notations en travaux de groupe et donc des perceptions des acteurs).

L'influence des bailleurs de fond est bien justifiée par le fait que toutes les actions pour accompagner l'innovation sont principalement liées au financement de projets/programmes de développement. Ils orientent beaucoup les actions d'accompagnement de l'innovation agricole. Ce constat est assez commun des autres régions de Madagascar.

Les acteurs relais, à la fois influents et dépendants des autres acteurs, sont notamment composés des organismes publics et des ONG qui sont principalement liés au financement de projets/programmes.

Les acteurs des chaînes de valeurs et les agriculteurs sont les acteurs dominés (plus dépendants et moins influençant). C'est assez contre intuitif car les acteurs privés sont souvent considérés comme des moteurs de développement et des acteurs pérennes au sein du système agricole. Leur positionnement dans cette figure est souvent expliqué par la faible intégration dans le processus d'accompagnement de l'innovation en général. Ils bénéficient aussi moins de financement des projets/programmes, et agissent en tant qu'opérateur économique optimisant leur profit.

Les acteurs assez indépendants du système sont selon les résultats avec les acteurs les collecteurs qui sont déconnectés des actions de développement. Les Universités et l'enseignement agricole sont considérés comme indépendants du système d'après les travaux (méthode MACTOR) mais aussi remontés durant les discussions de groupe. Les liens avec les acteurs et actions de développement restent encore limités. De même, les IMF et les agro-industries sont indépendants du système d'après les analyses.

#### ❑ **Positionnement des acteurs par rapport à la transition agroécologique (TAE)**

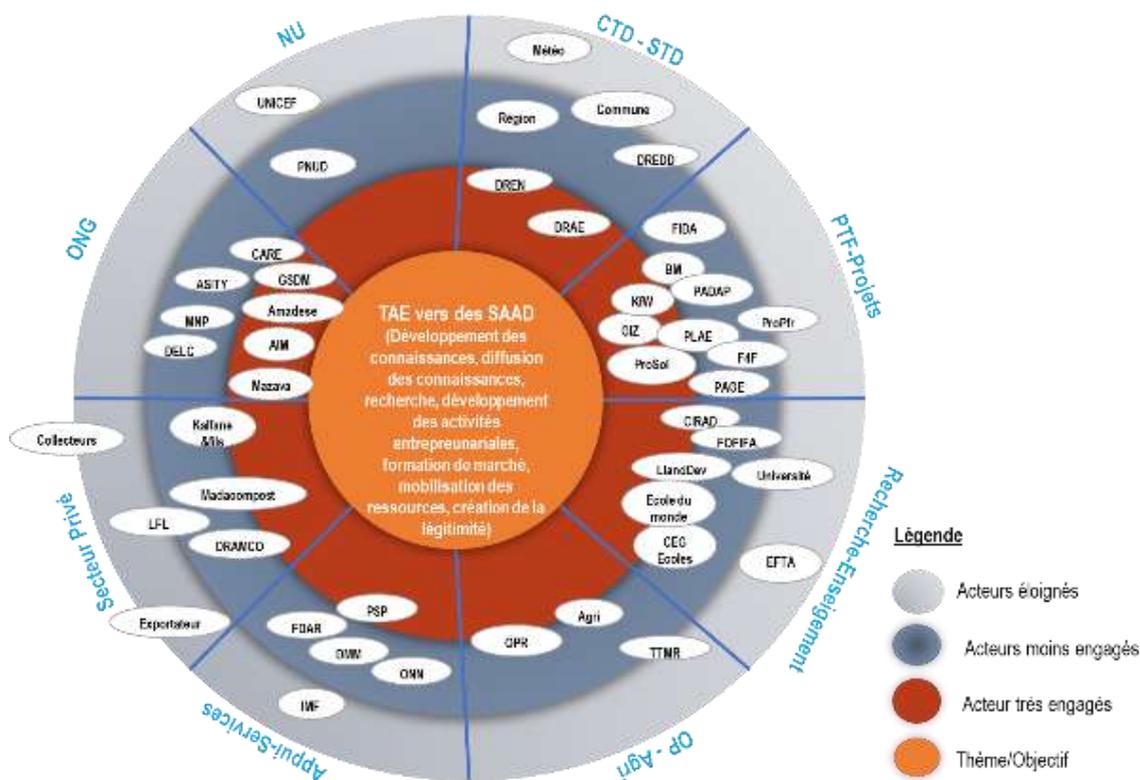
Le positionnement des acteurs c'est-à-dire leurs actions en lien aux objectifs de la TAE ont été évaluées. Pour rappel, ces objectifs sont donnés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 : Les enjeux et les objectifs pour accompagner la TAE**

<b>Enjeux pour la TAE</b>	<b>Objectifs liés aux enjeux</b>
Enjeu 1 : Le développement des connaissances en AE	Objectif 1 : Créer des systèmes adaptés aux contextes locales
	Objectif 2 : Cocréer des connaissances avec les agriculteurs et les acteurs locaux (Cocréation)
Enjeu 2 : La diffusion des connaissances	Objectif 3 : Former et accompagner techniquement les acteurs et les agriculteurs (Formation)
	Objectif 4 : Partager les connaissances capitalisées (Partage)
Enjeu 3 : L'orientation de la recherche dans l'AE	Objectif 5 : Orienter la recherche en accompagnement à l'AE (Recherche)
Enjeu 4 : Le développement des activités entrepreneuriales (impliquant le secteur privé)	Objectif 6 : Permettre l'accès aux intrants nécessaires (semences et autres) pour les agriculteurs
	Objectif 7 : Favoriser un système de financement adapté (aux contextes des agriculteurs et à l'agroécologie)
Enjeu 5 : La formation du marché (dans l'ensemble des chaînes de valeurs dont l'amont et l'aval)	Objectif 8 : Développer la transformation des produits issus de l'accompagnement de l'agroécologie
	Objectif 9 : Favoriser l'accès au marché/la valorisation de nouvelles espèces introduites et inciter une meilleure coordination des filières
Enjeu 6 : La mobilisation des ressources	Objectif 10 : Favoriser le financement des actions en Agroécologie (Financement)
Enjeu 7 : La création de la légitimité afin de limiter la résistance au changement	Objectif 11 : Développer des communications en faveur de l'Agroécologie (Communication)
	Objectif 12 : Favoriser des politiques d'accompagnement adaptées pour l'agroécologie (Plaidoyers politiques)

La figure suivante montre le positionnement des acteurs actuels face aux objectifs de la TAE.

Figure 5 : Positionnement des acteurs par rapport aux objectifs de la TAE



Les acteurs agissent de façon convergente vers la transition agroécologique quand ils se concentrent en majorité vers le centre en rouge. Cette forme de configuration montre ceux qui sont les plus convergents, mais aussi les groupes d'acteurs les plus convergents.

A l'état actuel, parmi les acteurs de la région, ce sont les ONG et les PTF (bailleurs de fonds) et projets liés, et aussi les acteurs de recherche, qui sont plus convergents (les différents acteurs sont montrés individuellement).

Il est important que ces différents acteurs, ainsi que les différents projets, rassemblent leurs actions de façon à former une coalition d'acteur forte dans l'accompagnement de la TAE. Il est aussi important de signaler que ces acteurs ont chacun leur type d'activités, leur zone d'intervention, et rassembler les efforts ne sont que bénéfiques pour la TAE des systèmes agricoles et alimentaires de la région Boeny.

Les autres acteurs, plus à l'extérieur, nécessitent aussi beaucoup de sensibilisation. Ils auront sans doute leur place dans l'accompagnement de l'innovation agricole et donc de la TAE. On peut citer les Entreprises ou Sociétés Privés, les OPR et OP, les opérateurs d'appuis et de services agricoles...

Ainsi, globalement, beaucoup d'actions sont menées et principalement développées par les projets et programmes. Ces actions restent limitées si on analyse l'ensemble des actions menées dans la région Boeny. L'analyse FFOM ci-dessous donne des éléments dans ce sens.

#### 1.4 L'analyse FFOM des actions actuelles en faveur de la TAE

Des analyses FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) ont été menées durant la phase de diagnostic. Il est important de partager les résultats, afin de mieux cibler aussi les actions et les stratégies pour accompagner la TAE.

Ces éléments ont toujours servi de contexte et de base de discussion pour les différents travaux de groupe, et pour l'orientation des actions.

Tableau 3 : Résultats synthétique de l'analyse FFOM sur l'accompagnement de l'AE et la TAE dans la région Boeny

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication forte des acteurs publics</li> <li>• Disponibilité des références techniques (ProSol, autres)</li> <li>• Impacts ressentis par les bénéficiaires sur l'amélioration des sols et la protection contre l'érosion (si c'est bien fait)</li> <li>• Diversité d'acteurs et de thématiques touchées (Agriculture, Protection de l'environnement, nutrition, acteurs privés...)</li> <li>• Dispositifs et systèmes semenciers en cours de construction</li> <li>• Mise en place de dispositifs locaux (PMS, PR, boutiques, ... Coopératives, COBA, ... ACN ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approches d'intervention éparpillées et dispositifs cloisonnés</li> <li>• Réflexions sur les chaînes des valeurs des nouveaux produits encore en réflexions ou après production</li> <li>• Approches Projets : Courses aux indicateurs (objectifs élevés au détriment de la qualité) – Importance des collectes des données plutôt que des réels appuis</li> <li>• Dispositifs fortement dépendants des approches projets (durabilité)</li> <li>• Difficulté dans la mise en application des lois</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés climatiques et dégradations des sols/des ressources naturelles qui se font de plus en plus ressentir → apports avérés des pratiques AE</li> <li>• Intérêts mondiaux (bailleurs) d'avancer dans l'AE</li> <li>• Diversité d'acteurs intervenants (si complémentarité exploitée)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversité et orientations sectorisés d'acteurs intervenants (pouvant aussi constituer une menace sans complémentarité)</li> <li>• Difficultés climatiques assez fréquentielles // Les feux récurrents</li> <li>• Vitesse importante de dégradation (vs capacités des acteurs à répondre aux enjeux de dégradation)</li> <li>• Approches très (trop) économiques à différents niveaux (acteurs économiques... jusqu'aux agriculteurs)</li> </ul>

La stratégie a été ainsi établie à partir de ces éléments de diagnostic. Les enjeux majeurs de la région plaident pour le développement de l'agroécologie. Cela devient une nécessité. Or, les actions et les orientations des acteurs que ce soient les acteurs publics, les acteurs privés et les OP restent encore moins orientés dans l'agroécologie. Beaucoup d'initiatives sont menées pour le développement durable, mais ces initiatives sont aussi cloisonnées, comme le constat observé au niveau national.

L'annexe 1 montre les différentes pratiques qui devraient converger à la TAE, mais menées de façon séparée, c'est-à-dire à partir des initiatives séparées et non ciblées de façon holistique dans un local donné et avec les agriculteurs. Les enjeux environnementaux sont parfois séparés dans enjeux économiques et de développement agricole. Les enjeux sociaux de sécurité alimentaire, et surtout nutritionnelle sont aussi traités séparément et dans un dispositif parfois indépendant.

Cela demande donc une convergence d'action, et des synergies dans la mise en œuvre des actions. Cette stratégie va notamment dans ce sens. Plusieurs mécanismes ont été analysés dont les mécanismes environnementaux, des mécanismes liés au marché, des mécanismes liés à la formation et d'autres thématiques permettant de faciliter et renforcer cette transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires.

Une première étape pour orienter les actions stratégiques a été de définir une vision commune de ce que c'est l'agroécologie, et le développement durable attendue dans la région Boeny.

## **2 Visions commune et objectifs pour la TAE**

### **2.1 Vision agroécologique établie par les acteurs pour la région Boeny**

Dans le processus d'élaboration de la stratégie, des partages de connaissances, des visions, et des échanges sur les pratiques agricoles et sur les pratiques accompagnant la TAE ont été menés. Les acteurs ont défini également une vision commune du futur (agroécologique) de Boeny en 2035 et développé dans le narratif suivant :

*« En 2035, dans le Boeny, les Fokontany en tant que première instance de la décentralisation et premier acteur actif dans le développement territorial, puissent disposer de moyens adéquats pour accompagner la population à mettre en œuvre des actions communautaires. Il existe un Plan d'Aménagement Intégré Durable de Paysage (PAIDP) bien défini et global (agriculture, reboisement et zone d'élevage pour chaque Fokontany). C'est aussi à cette échelle que sont organisés la lutte contre les feux de brousses, les reboisements périodiques et plus largement la gestion durable des ressources naturelles.*

*A l'échelle des communes, il existe des schémas d'aménagement, avec zonage stratégique pour l'AE, coordonnés avec les actions à l'échelle des fokontany. Également à cette échelle communale, un centre de production des intrants agricoles est établi.*

*A l'échelle des districts, des actions accompagnant la transition AE sont menées avec le partenariat public, privé avec les appuis des ONG, et bénéficiant des mécanismes de financement durable.*

*A l'échelle de la Région, des moyens financiers permettent d'avoir des services d'appui aux paysans fonctionnels articulés aux politiques locales (services de conseil et vulgarisation, accès au financement, formation, mutualisation de matériel agricole, etc.). Des DINA formalisées et dotées de moyens d'action sont fonctionnelles (notamment pour régler les conflits agriculteurs / éleveurs).*

*Cette organisation socio-politique décentralisée a acté une réforme foncière. Tous les titres "coloniaux" et terrains non utilisés ont été redistribués à la population. Chaque exploitation agricole dispose d'au moins 5 ha de terre pour diversifier sa production, et les femmes exercent effectivement leur plein droit d'accéder à la terre.*

*Plus de 60% des parcelles des agriculteurs sont recouvertes avec des arbres fruitiers. Toutes les parcelles agricoles sont embocagées, des semences certifiées nécessaires pour la production sont disponibles localement à un prix accessible et en qualité suffisante, l'utilisation des pesticides a été réduite de 90% par rapport à 2024. Des entreprises de fabrication de biopesticides sont créés par des jeunes locaux.*

*Grâce au développement de l'AE et aux acquis politiques, la biodiversité cultivée et naturelle est abondante et préservée. Plus encore, l'effet du changement climatique sur l'agriculture est atténué par la généralisation des pratiques agroécologiques.*

*L'exploitation illégale des ressources forestières a disparu. Le charbon n'est plus utilisé pour la cuisine dans la ville de Mahajanga, car il existe des solutions durables pour couvrir les besoins énergétiques (dont le solaire). L'érosion des sols est réduite de 40%. Des parcelles agricoles auparavant submergées sont épargnées/protégées des inondations. Les grands lavakas dans la forêt d'Ankarafantsika sont stabilisés, à travers la mise en place des protections mécaniques et biologiques périodiques. L'ensablement des rizières de la plaine de Marovoay et de ses alentours est considérablement réduite (à hauteur de 80%). Les feux de brousse sont réduits de 70 à 80%.*

*La qualité et la diversité de l'environnement, ainsi que la qualité des produits issus de l'AE attirent les touristes. La demande de ces touristes contribue à alimenter un marché local, basé sur ces circuits courts (notamment à Mahajanga) et sur une capacité de transformation locale des produits issus de l'AE. Les consommateurs préfèrent les produits agroécologiques (sans*

*pesticides, sans produits phytosanitaires/ agrototoxiques) et sont prêts à payer plus pour les avoir. Cela motive les paysans à produire suivant ces techniques agroécologiques vulgarisées. Il existe une foire annuelle valorisant les produits biologiques. Des contrats sont établis entre les agriculteurs et les opérateurs économiques sur les produits issus de l'agroécologie.*

*Les systèmes alimentaires locaux et régional sont agroécologiques, les modes de production contribuent de façon globalisée à l'éducation communautaire : au moins, 75% des établissements scolaires possèdent un jardin scolaire et l'AE est intégrée dans le programme scolaire et il existe des sites communautaires pour l'accès des mères à des aliments sains pour les bébés.*

*Sur le marché national, la Région Boeny est le premier grenier des grains secs de toutes variétés. A l'export, l'AE dynamise les filières porteuses (sorgho, soja et arachide) qui favorise un décollage économique. La région Boeny redevient le premier exportateur de niébé (lojy).*

*Grâce au développement inclusif, le revenu des ménages a doublé depuis 2024. Et les deux tiers des ménages ont une sécurité alimentaire améliorée ».*

La vision établie ci-dessus concilie le développement économique, social et la protection de l'environnement. Elle prône une décentralisation effective jusqu'au niveau fokontany, et la prise en main des acteurs locaux. Le développement de l'agroécologie et le développement des filières agroécologiques sont aussi beaucoup évoqués pour contribuer aux objectifs du PRD de valorisation des potentialités économiques, l'amélioration de la productivité et la promotion de la durabilité des systèmes agricoles et des filières (agricoles, élevages et forêts). Elle prône aussi un aménagement et une gestion durable du paysage.

## **2.2 Objectifs et enjeux ciblés pour la TAE de Boeny**

Les résultats de diagnostic ont montré que les acteurs de la région Boeny ciblent deux principaux : les enjeux économiques et les enjeux environnementaux, souvent traités séparément. Il est donc important de traiter les enjeux de façon holistique, tout en tenant compte d'autres enjeux sociaux et aussi d'adaptation au changement climatique. Différents enjeux plus spécifiques ont été ainsi évoqués tout au long du processus avec les acteurs et à prendre en compte dans la stratégie :

- Très forte dégradation des ressources naturelles avec une vitesse de dégradation importante (forêts, sols, biodiversité – faunes et flores, ressources en eaux...);
- Feux de brousses et gestion durable des feux ;
- Accès aux ressources (terres) difficiles pour les petites EAF ;
- Accès en semences et intrants ;
- Qualité, impacts des produits commerciaux sur l'environnement et la santé humaine – Ex : légumineuses (Black eyes...), Maïs (dans les AP) ... ;
- Marchés des produits agroécologiques (intrants, produits agricoles, ...);
- Rôles de la recherche et de l'enseignement à différents niveaux.

La synergie des acteurs sont également très importants à développer :

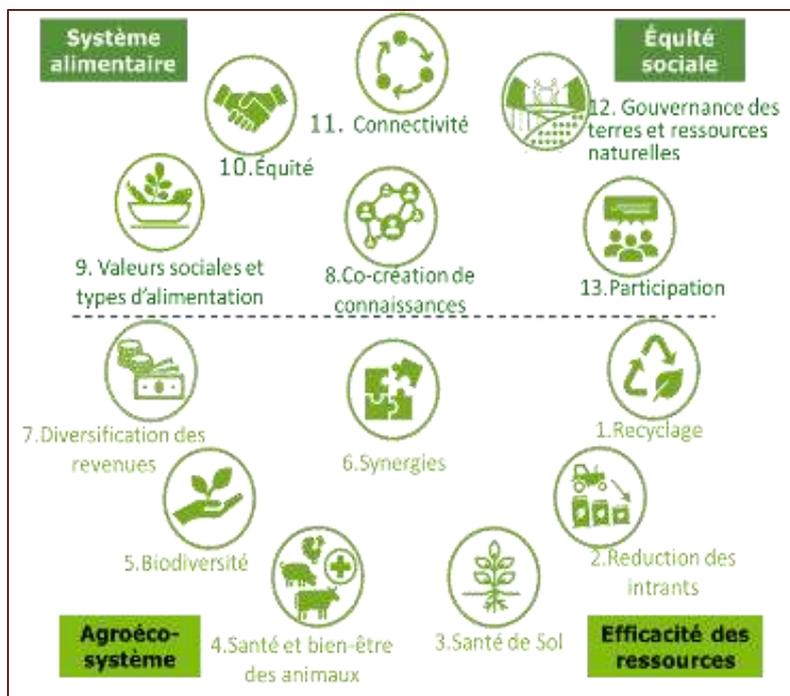
- Vers une approche multi-sectorielle de la mise en œuvre des actions ;
- Vers plus s'implication des acteurs privés et des acteurs de la chaîne des valeurs pour ancrer la TAE dans une démarche pérenne et intégrés dans le marché ;
- Vers la participation d'un ensemble d'acteurs dont les acteurs de recherche et d'enseignement, les acteurs de financement agricole, les acteurs de marché pour accompagner l'innovation agricole et organisationnelle pour la TAE ;

La stratégie développée par la suite contribue à ces différents enjeux et objectifs, et à différents niveaux.

### 3 Stratégie d'accompagnement de la TAE de la région Boeny

La prise en compte de l'AE et la TAE s'ouvre à un concept dynamique et interdisciplinaire avec 13 principes interconnectés (cf figure ci-dessous).

Figure 6 : Les 13 principes de l'agroécologie



Les principes agroécologiques restent pour certains acteurs assez flous. Il est important de les décliner en pratiques à mettre en œuvre (Cf annexe 1 pour les détails des pratiques correspondant aux différents principes et issus des partages avec les acteurs).

Il faut noter que les pratiques ne se limitent pas aux pratiques agricoles, mais intègrent également la gestion du paysage, les systèmes alimentaires et les filières, ainsi que des pratiques de gouvernance des ressources naturelles et d'autres enjeux de la société.

Pour apporter plus de précision et de concret dans les orientations stratégiques et les actions à mener, il est important de cibler différents niveaux d'intervention et de planification opérationnelle, ainsi que différents niveaux de décision.

Tableau 4 : Différents niveaux d'intervention et de décision pour la TAE

Niveaux	Niveaux d'intervention (Planification opérationnelle)	Niveaux de décision (Coopération)
4	Politiques publiques : Politiques agricoles, alimentaire, nutritionnelle, Politique de gestion des ressources naturelles	Politique, recherche, vulgarisation, société civile
3	Marché / Alimentation / Intrants / Chaîne de valeur	Consommateurs / acteurs des chaînes de valeur (acteurs du système alimentaire)
2	Agroécosystème (paysage)	Communauté rurale - locale / Communauté de gestion de RN
1	Exploitation agricole Parcelles de cultures / Troupeau d'élevage	Ménage agricole

Ces différents niveaux de décision et de niveaux d'intervention sont pris en compte pour les orientations stratégiques d'accompagnement de la TAE dans la région. Les actions stratégiques correspondent à des pratiques d'accompagnement pour ces différents niveaux ou des mécanismes favorisant la transition agroécologique et de différents types (mécanismes environnementaux, économiques et liés au marché, formation à différents niveaux, organisation entre les acteurs, ...).

### **3.1 Accompagnement au niveau des ménages agricoles**

Objectif : Améliorer les pratiques à l'échelle des exploitations pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.

Les ménages agricoles constituent les bases de décision finale autour sur les pratiques ou non des techniques agroécologiques.

Plusieurs actions et des pratiques/techniques sont proposées pour assurer cet objectif, dont des actions de sensibilisation et des formations sur des démarches pratiques renforçant cette transition agroécologique, ainsi que les accompagnements et structuration nécessaires pour les favoriser.

#### 3.1.1 Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités

Afin d'accompagner les agriculteurs, et assurer leur durabilité, il est important de développer des alternatives agroécologiques sur différentes thématiques liées aux enjeux propres des EAF.

##### 3.1.1.1 Protéger les parcelles contre la dégradation

Pour accompagner la transition agroécologique des ménages et des EAF, il est important d'accompagner les agriculteurs dans les pratiques de préparation du sol, dans les aménagements, et dans l'installation des dispositifs de protection. Les pratiques suivantes ne sont pas exhaustifs mais donnent une diversité de pratiques déjà testées et adaptées :

- Protéger le sol contre l'érosion, et les pratiques proposées sont : le travail du sol perpendiculaire à la pente, la culture en courbe de niveau, les bandes enherbées enrichies avec du pois d'Angole et/ou avec du brachiaria, les cultures en billon (manioc, patates douces), le brise vent, la culture de bambou, les fascines et cordons de paille...
- Embocager les parcelles : avec de l'embocagement effet à court terme ou à long terme, avec de la haie de moringa ou de jatropha, avec la plantation sur les parties sommitales, avec la mise en défens...
- Lutter contre les feux : avec un pare-feu mécanique, un pare-feu agricole, un pare-feu biologique.

##### 3.1.1.2 Améliorer la gestion de fertilité des sols

Il s'agit aussi d'accompagner les agriculteurs dans l'amélioration de la gestion de fertilité des sols en promouvant les techniques spécifiques et les pratiques adaptés pour restaurer un sol improductif et gérer la fertilité des sols.

- Intégrer la gestion de la fertilité dans les aménagements de paysages
- Mettre en place des systèmes d'accès de proximité pour les fertilisants organiques et mixtes (organique + Minéral)
- Mettre en œuvre des associations culturales adaptées : association céréales-légumineuses érigées, association céréales-légumineuses volubiles, association céréales-légumineuses souterraines, association céréale-mucuna, la technique de milpa...
- Développer les rotations de culture ;
- Gérer les résidus de récolte ;
- Développer les composts : solide, liquide, le basket compost ;
- Améliorer l'efficacité et la qualité de fumier ;
- Régénérer le sol par le pois d'angole ou le mucuna ;

### 3.1.1.3 Améliorer l'accès en eau ou la gestion de l'eau

Il est aussi important compte tenu du changement climatique actuel d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau par l'irrigation goutte-à-goutte, ou le paillage des parcelles (notamment pour les cultures maraichères). Les aménagements hydroagricoles adaptés aux contextes font partie aussi des pratiques d'amélioration dans ce sens.

### 3.1.1.4 Intégrer efficacement l'agriculture et l'élevage

L'intégration de l'agriculture et de l'élevage constitue un ensemble de pratiques respectueuses de la gestion des ressources qui favorise un recyclage des ressources naturelles par la création de synergies bénéfiques entre la production végétale et animale, permettant ainsi de renforcer la TAE au sein des ménages agricoles. Cette intégration est basée sur quatre piliers principaux :

- Alimenter les animaux à partir de la production végétale (cultures fourragères, résidus de cultures, champs en jachère, etc.).
- Valoriser l'élevage comme source de produits alimentaires et non-alimentaires (lait, viande, miel, œufs, laine, peau, et comme source d'énergie (biogaz, combustible).
- Valoriser la force de traction animale en faveur des activités agricoles (piétinement, labour et autres préparations du sol, transport de la récolte, etc.).
- Valoriser les produits de l'élevage pour la production végétale (fertilisants, effluents, gestion des pâturages).
- Favoriser les relations agriculteurs-éleveurs pour une meilleure intégration agriculture-élevage

### 3.1.1.5 Lutter efficacement contre maladies et ravageurs

Dans la région de Boeny, afin d'assurer une transition agroécologique au niveau des ménages agricoles, il est important de développer des moyens de lutte agroécologiques contre les maladies et ravageurs. Il s'agit d'un enjeu majeur de la région avec la transformation progressive des pratiques dans les baiboho, la limitation ou diminution progressive de l'utilisation de pesticides.

- Promouvoir la diversification (rotation, associations) et l'utilisation de variétés rustiques, notamment les variétés locales reconnues à travers le système SQD.
- Utiliser les biopesticides et des biofertilisants : plusieurs pratiques ont été proposées et testées dans ce sens et partagées sous forme de documents et fiches techniques.
- Utiliser les moyens de lutte intégrés ;
- Assurer des formations dans l'utilisation des produits phytosanitaires.

### 3.1.1.6 Lutter contre le CC et développer des cultures plus résilientes

La transition agroécologique des ménages agricoles devrait être accompagnée d'une meilleure adaptation au changement climatique. Des pratiques et aussi des espèces végétales peuvent être proposées auprès des ménages :

- Des espèces rustiques ayant de faibles besoins en eau comme les cultures de sorgho, de mil, de patate douce à cycle court,
- Des espèces à cycle court
- Des pratiques adaptées aux conditions du milieu : RMME, Riz pluvial

### 3.1.1.7 Développer des activités génératrices de revenus et renforçant l'autonomisation des femmes

Enfin, afin d'accompagner cette TAE des ménages, il est également important de développer des activités génératrices au revenus et renforçant l'autonomisation des femmes, ou leur contribution dans l'économie des ménages :

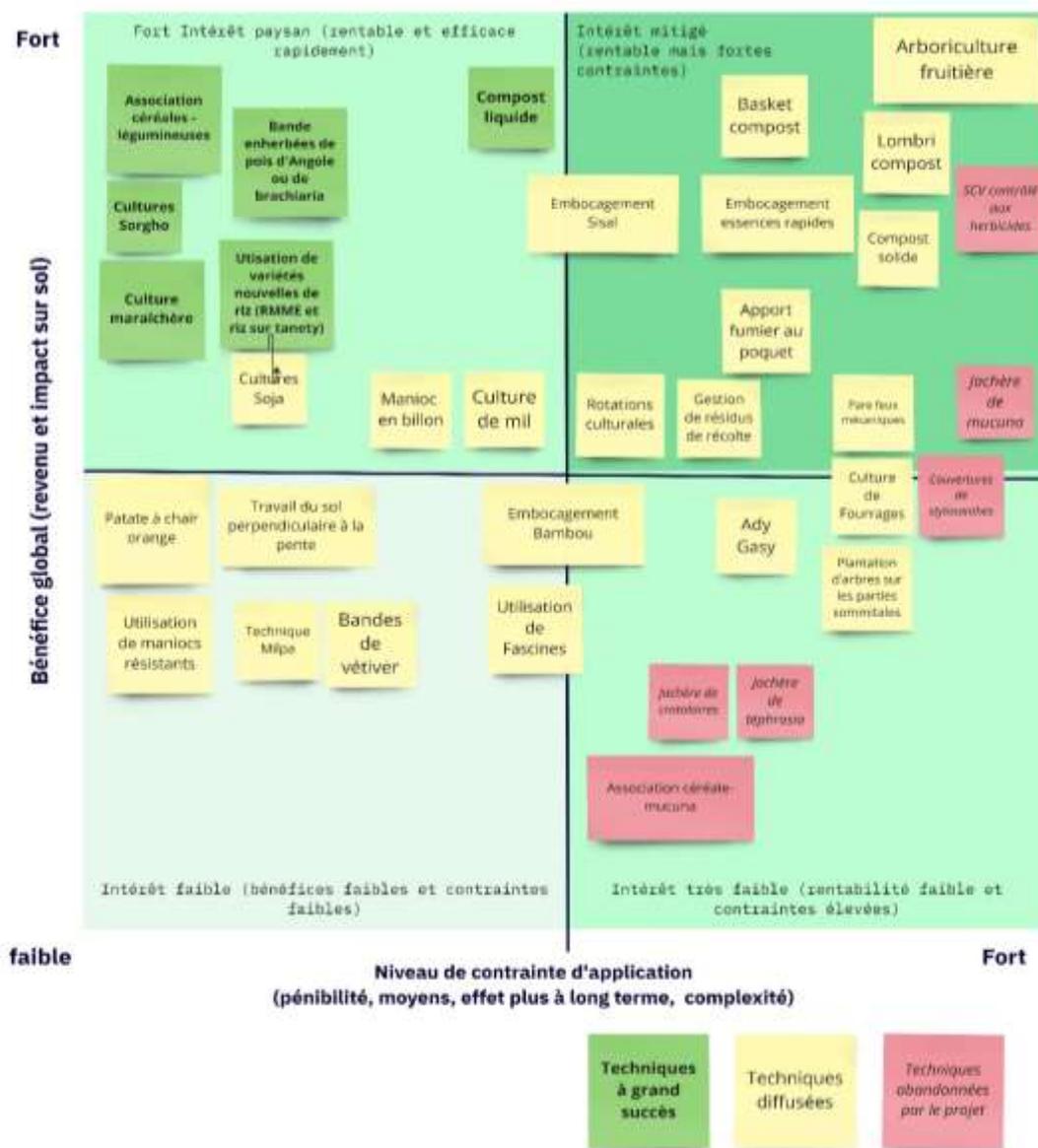
- Arboriculture fruitière
- Culture maraîchère
- Petit élevage intégré à l'agriculture

### 3.1.1.8 Aspects importants sur les pratiques et techniques proposées

Les techniques proposées ci-dessus sont issues des expériences des acteurs et des projets-programmes engagés dans la région Boeny. Des fiches techniques sont disponibles et partagées pour chaque pratique, et mérite le partage de connaissance entre acteurs pour mieux accompagner la transition agroécologique dans la région et au niveau des ménages.

Parmi les pratiques testées, la prise en compte par les agriculteurs est différente suivant les bénéfices obtenus (revenus, impact sur le sol...) et le niveau de contrainte d'application (pénibilité, effet plus à long terme, complexité...).

Figure 7 : Classification des techniques suivant le consentement des agriculteurs sur la base des expériences du projet ProSol



Source : EcoConsult/Prosol

Il y a ainsi des techniques à grand succès et dont la diffusion est plus rapide (en vert) car agriculteurs y ont trouvé des intérêts forts ou des bénéfices plus importants et les pratiques sont plus faciles à appliquer.

D'autres techniques ont connu aussi des diffusions au niveau des agriculteurs avec des intérêts forts même si l'application est assez difficile, ou qu'elles sont plus faciles à appliquer malgré les bénéfices moins perçus.

D'autres pratiques, bien qu'elles aient d'intérêt fort sont difficiles à appliquer, où les agriculteurs ne trouvent pas de bénéfices directs suffisants. Certaines de ces pratiques ont des intérêts environnementaux importants (ex : les plantes de couverture), et nécessitent donc de l'accompagnement plus fort ou des travaux supplémentaires dans leur valorisation. Par exemple, la valorisation du mucuna à d'autres fins est à développer car les graines ne sont ni consommées ni vendues. Or, cette culture a un certain intérêt pour l'élevage et pour la provenderie, ce qui mérite des actions spécifiques de valorisation.

### 3.1.2 Mieux cibler les pratiques suivant la typologie des exploitations agricoles

La diffusion des pratiques agroécologiques nécessite également la prise en compte de la typologie des EA, au-delà de la classification des techniques suivant le consentement des agriculteurs ci-dessus. La prise en compte des pratiques et leurs adoptions dépendent également des capacités des agriculteurs.

Les techniques à grand succès (intérêts forts/bénéfices plus importants) et plus faciles à appliquer peuvent développer pour tout type d'exploitation (petites, moyennes et grandes EA) et donc les 06 typologies citées dans le tableau 1.

Les petites EAF intensives et avec un important capital social, mais également les grandes exploitations de type patronal (mieux dotés en facteurs de production), sont également des exploitations plus enclines à tester des pratiques innovantes même les techniques un peu plus compliqués (difficiles à mettre en œuvre) mais d'intérêts importants. Ces pratiques restent difficiles à mettre en œuvre pour les autres types, principalement les Petites EAF d'installation récente, faiblement capitalisées, les EAF moyennes avec des activités non agricoles importantes et caractérisées par la pratique de la pêche, qui ne vont pas adopter des pratiques difficiles à mettre en œuvre.

Les Grandes EAF commerciales, spécialisées dans les légumineuses, ainsi que les grandes EA de type patronal, peuvent être intéressés par la diversification d'espèces mais moyennant les réflexions autour de l'accès au marché.

Les techniques diffusées mais un peu plus compliqués (en jaune) dans la figure 7 sont importantes à développer mais suivant les spécialisations des agriculteurs. Par exemple, les ady gasy ou les matières organiques sont plus pour les agriculteurs plus spécialisés dans les cultures maraîchères.

### 3.1.3 Développer des mécanismes d'accompagnement éprouvés

Au-delà des sensibilisations, formations et accompagnement sur les différentes pratiques citées ci-dessus, pour renforcer la TAE des EAF, il est aussi important de souligner les différentes méthodes d'accompagnement à privilégier et à renforcer pour les acteurs de la région :

- Site de référence : il est toujours important d'avoir une (des) site(s) de référence dans la région et sur laquelle-lesquelles des contributions avec les acteurs de recherche et de développement, avec l'Etat mais aussi les organisations des agriculteurs seraient nécessaires. Ces sites pourraient faire l'objet de test de pratiques, d'introduction de nouvelles espèces avant toute diffusion.
- Champs écoles paysans (CEP) : il s'agit des sites de formation et d'apprentissage au niveau des agriculteurs, pour les agriculteurs et avec les agriculteurs. Cet outil est

souvent un précurseur d'échanges entre agriculteurs, et constitue un dispositif de diffusion des pratiques AE.

- Développement des outils pédagogiques et des outils de diffusion : la production de ces outils (bâches, vidéos ...) ainsi que leur partage à plus large échelle constituent un facteur de réussite dans l'accompagnement de la TAE, et qu'il faut davantage renforcer avec les acteurs de la région.
- Approche « paysans – paysans » : il s'agit d'une approche qui a montré son efficacité par rapport à d'autres modèles de diffusion (techniciens – paysans). De plus, cette méthode est de plus en plus reconnue par les acteurs et le MINAE a développé un référentiel de titre paysan relais pour les prestataires de services de proximité issus de cette démarche.

Dans cette démarche, une formation certifiante de PR a été organisée par ProSol et est amenée à être valorisée/renforcée par la suite par l'ensemble des acteurs. Cette démarche constitue une stratégie de pérennisation des PR, et une reconnaissance de leurs rôles dans la formation des paysans. Cette démarche renforce également le référentiel PR du MINAE, et devrait être au cœur de la démarche régionale d'accompagnement et de formation des agriculteurs. Cette certification devrait être poursuivie par la reconnaissance de l'ensemble des acteurs régionaux (DRAE-MINAE, DIREDD et autres services techniques, Régions, Communes, Collectivités locales, ONG, acteurs privés, OPR...), et de leur valorisation dans les futures initiatives.

#### 3.1.4 Accompagner la structuration

La structuration des agriculteurs constitue également un facteur de réussite dans la TAE pour renforcer les forces de plaidoyer des agriculteurs, et pour assurer aussi au sein des organisations paysannes des services d'accompagnement spécifiques. Il est important de renforcer cette forme de coopération locale et d'encourager les regroupements d'agriculteurs (OP, coopératives, groupements d'intérêts) pour mutualiser les ressources, partager les savoirs et faciliter d'accès au marché (achat groupé des intrants ou organisation dans la vente, dans le stockage pour des prix plus intéressants et la transformation).

Cette structuration constitue aussi une interface avec les acteurs de la chaîne des valeurs et les opérateurs économiques. Le MINAE développe actuellement les politiques d'agrégation ou d'intégration verticale entre les entreprises privées et les agriculteurs. La structuration des agriculteurs est une condition importante pour avancer dans ce sens.

### 3.2 **Accompagnement dans la gestion du paysage**

*Objectif : Gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.*

La gestion de l'agroécosystème et du paysage constitue un niveau de TAE en soi, et constitue un niveau d'intervention importante pour assurer la gestion durable des ressources naturelles et la résilience globale de la communauté. Cette intervention engage une certaine modalité d'intervention basée sur la multisectorialité et sur la participation de différents types d'acteurs.

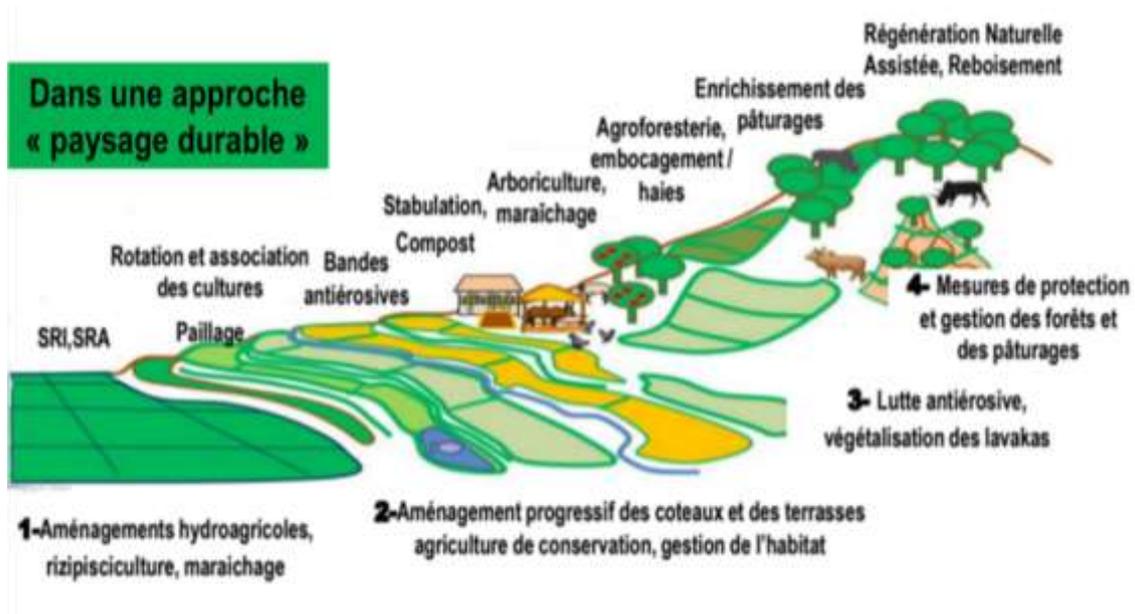
#### 3.2.1 Développer des approches paysages durables

Il est de plus en plus important actuellement à l'échelle d'un territoire (de la région, des communes, des territoires spécifiques comme les Aires protégées...) de développer et concilier des approches paysages multi-sectorielles et multi-acteurs. Plusieurs démarches ont été proposées suivant les secteurs d'intervention et suivant les acteurs. On peut citer la démarche RPF (Restauration des Paysages et des Forêts), l'ASPD (aménagement Agro Sylvo - Pastoraux Durable), le PAIDP qui sont des démarches assez similaires dans les objectifs et surtout très complémentaires.

Le mécanisme RPF est déjà avancé et l'état malgache possède actuellement une stratégie nationale (SNRPF), une commission nationale, et une structure régionale (groupe de travail GTRPF) instaurée mais qui reste encore en veille. Il est important de développer ce groupe de travail, partager les connaissances entre acteurs, former les acteurs, mettre en œuvre, suivre les évolutions (S&E du MEDD).

L'ASPD est une démarche très similaire de gestion du paysage, de valorisation des différentes espaces agricoles et forestières, ainsi que des espaces pour l'élevage de manière équilibrée. Cette démarche est intégrée dans le concept PAIDP (Plan d'Aménagement Intégré Durable de Paysage) commun à plusieurs projets de la GIZ.

Figure 8 : Pour une approche paysage durable



Il s'agit d'une démarche territoriale de gestion de paysage et de gestion communautaire des ressources naturelles, nécessitant des actions de sensibilisation-formation technique et accompagnement sur divers aspects :

- Gestion de l'eau à l'échelle du paysage : Aménagement de bassins versants, construction de terrasses, plantations pour limiter l'érosion, favoriser l'infiltration
- Gestion du sol : Implantation de cultures de couverture pour prévenir l'érosion et enrichir les sols en matière organique, Zones tampons avec végétation adaptée pour filtrer les eaux de ruissellement.
- Intégration des arbres dans le paysage : développement de l'agroforesterie pour combiner production agricole et gestion durable des forêts, Programmes de plantation d'espèces locales utiles (bois, fourrage, fruits).
- Développement de la biodiversité (cultures, arbres, fourrages, animaux).
- Lutte contre les feux : compte tenu de l'importance de l'enjeu, la lutte contre les feux fait partie des approches de protection et de gestion de paysage. Plusieurs actions et démarches ont été déjà engagées par les acteurs environnementaux dans ce sens pour la conservation et la protection des forêts.

Des actions ont été proposées par les acteurs, pour développer ces démarches et renforcer l'engagement des acteurs multisectoriels et de différents types (acteurs étatiques et les branches régionales et locales, chercheurs, monde de l'enseignement, société civile, opérateurs économiques, organisation paysanne, ...). Le tableau suivant résume cette démarche proposée :

Tableau 5 : Démarche proposée pour développer une approche paysage dans Boeny

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Identification des zones d'intervention pour l'approche paysage	Elaboration de critères d'identification des zones Identification des zones potentielles, descente sur terrain et confirmation (sociotechnique, économique, environnementale) Délimitation des zones de pâturage par Commune → Valoriser les initiatives et outils existants (SRAT, MEOR ciblant les BV de Betsiboka)	MEDD-DRAT, Région, GTRPF, DRAE, Projets et programmes	Adaptation et appréhension des bénéficiaires et indicateurs des PTF	PTF Etat, Région et Ministères Opérateurs Privés
Sensibilisation et information sur l'approche paysage	Animation visuelle et médiatique (banderole, vidéo, bache, vitrine...)	MEDD-DRAT, Région, DRAE, GTRPF, OP, Projets et programmes, Techniciens,	Sensibilité, connaissance, confiance Absence de moyens	Etat PTF Opérateurs Privés
Concertation et réflexion sur les incitations	Concertation multi-acteurs et multi-sectoriels, mécanismes d'échanges agriculteurs-éleveurs Incitation (certificat foncier), concours de reboisement...	MEDD-DRAT, Région, DRAE, GTRPF, OP, ONG, Projets et programmes, Techniciens,	Sensibilité, connaissance, confiance Volonté de coopération Adéquation sur les mécanismes d'incitation	Etat PTF Opérateurs Privés
Mise en œuvre de l'approche paysage	Planification Formation sur les approches (ASPD, RPF, ...) et les contenus techniques (reboisement, arbres fruitiers, aménagement des BV, blocs agroécologiques avec des aménagement reposant sur les approches sociales, aménagement hydro-agricole, amélioration dans les bas-fonds, plan d'aménagement et de gestion centrés sur les pâturages...) Réalisation proprement dite, avec mise en œuvre des activités sur la lutte contre les feux.	MEDD-DRAT, Région, DRAE, GTRPF, OP, ONG, Projets et programmes, Techniciens,	Adéquation des mécanismes d'incitation Moyens assez coûteux (financement et pratiques)	Etat PTF Opérateurs Privés
Evaluation et suivis	Conception et mise en œuvre d'un outil de suivi-évaluation à différents niveaux Indicateurs à définir à différents niveaux (parcelles, exploitation, terroir par exemple les flux d'énergie, flux de biomasse, politiques publiques)	MEDD-DRAT, Région, DRAE, GTRPF, OP, ONG, Projets et programmes, Techniciens,	Presque pas de suivis de la mise en œuvre Documents existants non valorisés	Etat PTF Opérateurs Privés

### 3.2.2 Favoriser le développement des TVAB

Le TVAB (Territoire à Vocation Agriculture Biologique) est un concept introduit dans le cadre de la loi 2020-003 sur l'AB et la SNABIO (stratégie nationale qui l'accompagne). Promu par le

MINAE et avec l'appui d'autres ministères, le TVAB est un outil de développement de l'AB, dans une optique de réduire, voire supprimer, les sources de contamination des productions biologiques dans les terroirs de production concernés, pour de multiples bénéfices sociaux, environnementaux, économiques et sanitaires.

Ce concept est en phase pilote au niveau national. Il s'agit de tester dans différents contextes comment allier le développement des filières biologiques et des territoires dans lesquelles elles sont ancrées. L'ambition est de montrer comment le dialogue entre les différentes catégories d'acteurs – collectivités, entreprises, producteurs et leurs organisations, services techniques - et les dynamiques partenariales peuvent créer un effet de levier pour le développement d'un territoire et contribuer au développement d'une agriculture durable, et générant des produits alimentaires de qualité et compétitifs sur les marchés internationaux et domestiques.

Les zones autour des AP sont des cibles potentielles en phase test (zones Nord et zone Est de Madagascar). Bien qu'il s'agisse d'une phase pilote dans d'autres régions, il est important de placer ce mécanisme dans cette stratégie régionale de la TAE de Boeny. La région possède des zones potentielles pour développer cette démarche, et y trouve de l'intérêt pour le mettre en œuvre.

Une certaine démarche a été ainsi proposée par les acteurs pour développer cette approche TVAB et résumée dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Démarche proposée pour développer le TVAB dans la région Boeny

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Diagnostic-Identification	Définir des critères de définition du TVAB dans la région Identification des zones potentielles (quelques propositions : Katsepy, Marosakoa, Belobaka, Ampitolova, Ambalakida, zones autour d'Ankarafantsika)	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Pas encore d'expériences (critères à adapter des expériences dans d'autres régions)	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP
Phase test	Mettre en place des sites pilotes Assurer la concertation avec les acteurs Assurer la prise en compte de la réglementation, et de la gouvernance Partager les bénéfices du statut et les obligations	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Adhésion de la population Coût de la démarche Alternatives techniques (biopesticides)	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP
Mise en œuvre et suivre la mise en œuvre	Mettre à l'échelle sur des sites diversifiés Assurer le suivis, l'évaluation de la mise en œuvre pour une démarche d'apprentissage et de valorisation sur d'autres démarches	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Adhésion de la population Coût de la démarche Alternatives techniques (biopesticides)	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP

### 3.2.3 Gérer les problèmes sociaux liés à la migration

La migration constitue un enjeu important dans la zone, et notamment en lien avec les enjeux de protection des ressources naturelles et des aires protégées, et les problématiques de conflits sur le foncier.

Bien que cette thématique nécessite des travaux plus spécifiques, quelques points sont évoqués dans cette stratégie afin d'orienter les actions dans ce sens.

Tableau 7 : Démarche proposée pour une réflexion dans la gestion de la migration

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Gestion des migrants	Capitalisation-diagnostic des différentes démarches déjà engagées Réflexion autour d'une stratégie inter-régionale sur les flux migratoires Mise en œuvre de la stratégie inter-régionale des flux migratoire	Préfecture, Région, STD (communes, fokontany), OSC, ProMIC	Conflit social Feux de brousse et motivation du KMDT (Komity Miady am'Doro tanety) ou comité sur la lutte contre les feux de brousse	Etat, BMZ, Autres PTF

Cet aspect devrait être ainsi ouvert à une démarche plus globale au niveau de la région et ne se limite pas aux acteurs liés à ces réflexions sur la TAE.

### 3.2.4 Développer d'autres mécanismes environnementaux potentiels

D'autres mécanismes environnementaux potentiels restent moins développés mais méritent un accent particulier pour développer cette approche paysage. L'approche paysage constitue généralement une approche communautaire, difficile à prendre en charge par des individus (ou de façon individuelle). Des mécanismes environnementaux sont ainsi à creuser pour accompagner la démarche.

Tableau 8 : Des mécanismes environnementaux pour accompagner le développement d'une approche paysage durable

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Développer les mécanismes de PSE (Paiement pour les services environnementaux)	Identifier-documenter les démarches déjà engagées et réussies ailleurs Définition des zones, ou des cas d'étude potentiels dans Boeny Réflexion autour de la mécanisme potentiel et pertinent Phase test et mise en œuvre Suivis et évaluation	MEDD, MINAE, autres ministères Région, STD (communes, fokontany) Projets- Programmes OSC, OP	Expériences peu développées ou peu réussies dans la zone	Etat, Différentes régions Opérateurs privés
Creuser le mécanisme de fonds verts pour le climat	Identifier les démarches d'accès Définition des zones, ou des cas d'étude potentiels dans Boeny Réflexion autour de la mécanisme potentiel et pertinent Phase test et mise en œuvre Suivis et évaluation	MEDD, MINAE, autres ministères, Région, STD (communes, fokontany) Projets- Programmes, OSC, OP	Mécanisme peu valorisé dans la région Accès difficile par les acteurs régionaux	Etat, Organisation des Nations Unies Différentes régions Opérateurs privés

### 3.3 Accompagnement de la chaîne des valeurs et des filières agricoles

*Objectif : Restructurer les chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et générer de la valeur ajoutée.*

En complémentarité avec l'approche paysage, l'accompagnement des chaînes des valeurs et des filières agricoles font partie des conditions importantes de la TAE. Cette transition ne se limite pas aux aspects techniques mais demande également un changement organisationnel au niveau de la chaîne des valeurs et du marché agricole.

### 3.3.1 Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques

Des démarches filières ont été également proposées : cultures vivrières, légumineuses, produits agroécologiques, arbres autochtones-arbustes.

Les principales cultures vivrières sont le Riz, le Maïs, le Manioc, la Patate douce.

Les légumineuses pour la région Boeny sont principalement le Black eyes, l'antsoroko, le niébé, l'arachide, et d'autres.

Un accompagnement stratégique spécifique est à développer pour les grains secs (légumineuses type Black eyes), l'amélioration de leur qualité en vue de l'exportation et du marché national. Les analyses montrent leurs intérêts économiques importants, alors que les pratiques basées sur des usages excessifs de produits chimiques de traitement constituent un problème majeur pour le marché d'exportation (problème de norme).

Les arbres sont composés des arbres forestiers, de l'arboriculture fruitière, des arbustes et des plantes mellifères. Ces arbres sont de différentes sortes dans les pratiques de la région :

- Bois d'œuvre : Acacia, Eucalyptus, Bonara, Bambou
- Arbres fruitiers : Manguier, Citronnier-Oranger, Anacardier, Finesy (Jaquier), Mokonazy
- Bois d'énergie : Bambou, Mokonazy, Bonara, Eucalyptus, Acacia
- Plantes mellifères : Pamba, Ambatry, Mokonazy, Manary, Kininy, Acacia, Mangrove
- Arbres pour agroforesterie : Arbres fruitiers avec les cultures vivrières
- Protection pour la protection du sol, contre l'érosion hydrique ou éolienne, maintien de l'humidité du sol : Rafia, Bambou

Les actions d'accompagnement des filières se résument sur le développement des pratiques agroécologiques adaptées pour chaque filière, et les combinaisons de pratiques (associations, rotations, agroforesterie). L'adaptation des calendriers culturels suivant le contexte climatique et aussi l'accès au marché sont souvent proposés.

Les actions concernent aussi l'accès en semences, en fertilisants mixtes, en biopesticides et matériels nécessaires à l'accompagnement de l'AE. De même, l'organisation des filières avec l'ensemble des acteurs de la chaîne des valeurs sont aussi proposés.

Ces actions se résument dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 9 : Démarche proposée pour accompagner les filières**

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Renforcement technique des filières	Etude des filières cibles et mise en lien avec la démarche agroécologique Calendrier pour chaque filière (filières à cibler) Accompagnement technique sur les pratiques agroécologiques adaptées à chaque filière	DRAE, Projets, acteurs privés, ONG	Filières Maïs : exploitation dans les Aires protégées, Insuffisance de la production, sols dégradés, pluie insuffisante, chenille légionnaire	PTF et projets divers, Etat, Secteur privé
Organisation des filières	Réflexions autour de l'accès aux semences-plants, intrants et matériels nécessaires au développement de la filière Renforcement des rôles et fonctionnement des plateformes Formation des coopératives (maîtrise des maillons de la chaîne des valeurs)	Région, CCI, DRAE, DRICA, plateforme	Instabilité des prix (ex : Riz) Manioc (excédent de production non valorisées) Financement et conditions de prêts qui ne sont pas adaptés aux conditions des paysans	PTF et projets divers, Etat, Secteur privé

Appuis aux filières biopesticides	Vulgarisation des plantes à vertus biopesticides (ex : neem...) Appuis aux producteurs biopesticides Homologation des produits biopesticides	Etat, Projets, ONG, secteur Privés	Matières premières Timing de production qui ne coïncide pas avec les besoins (planning nécessaires)	PTF et projets divers, Etat, Secteur privé
-----------------------------------	--	------------------------------------	--	--

### 3.3.2 Développer la création de valeur ajoutée pour les produits locaux

Il est important de développer les produits locaux (produits localement) et les produits adaptés au changement climatique. Des espèces particulièrement adaptées au changement climatique ou rustiques comme le soja (faible vulnérabilité aux insectes comparativement aux autres légumineuses) et le sorgho (forte résistance aux faibles précipitations) qui peuvent être transformés. Les équipements pour ces activités de transformation font l'objet de plusieurs initiatives avec les OP (encadrées par ProSol). Il est important d'encourager l'installation de petites unités de transformation dans les zones rurales : séchage de fruits, production d'huiles végétales, fabrication de farines enrichies ou d'huiles, manioc pika ..., et former les agriculteurs et transformateurs sur les normes d'hygiène, de qualité et les aspects marketing.

Tableau 10 : Démarche proposée pour accompagner les produits locaux/espèces rustiques

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Valorisation des produits locaux	Cibler les espèces à valoriser Développer les marchés des produits locaux et des produits rustiques	Plateforme, Région, DRAE, ONG, secteur privé, OP	Les espèces rustiques produites localement restent encore moins valorisées	PTF et projets divers, Etat, Secteur privé
Transformation des espèces rustiques	Développement/formation sur les procédés de transformation (adaptée aux conditions locales) – exemple du Manioc, soja, légumineuse	Plateforme, Région, DRAE, ONG, secteur privé, OP	Les espèces rustiques produites localement restent encore moins valorisées	PTF et projets divers, Etat, Secteur privé

### 3.3.3 Développer des mécanismes liés au marchés

Au-delà des approches d'accompagnement des filières, l'accès au marché constitue un mécanisme important à développer pour accompagner la TAE. Il fait souvent partie des points de blocages pour le développement des pratiques AE. Dans cette démarche, des initiatives ont été déjà entamées :

- Le Marché de miel est existant au niveau régional. Une coopérative (Coopérative Fandrama Boeny) est déjà en place, et la miellerie est en cours d'installation.
- Dans la filière Black eyes, au niveau de la plateforme, il y a eu de fixation des prix mais cela n'a pas été respecté.
- Pour la filière Maïs, il y a déjà une proposition et mise en place de contrat sur la proposition de prix minimum à partir d'un compte d'exploitation (prix plancher de 850ar/kg).
- Pour le Sorgho, il y a un couplage en cours par CADI entre OP et opérateur de marché pour la valorisation du sorgho et le marché commence à se développer.
- Pour le sorgho, une collaboration avec LFL est entamée.
- Des plateformes miel et de grains secs sont en cours de mise en place (la plateforme Black eye est déjà fonctionnel et qui va se transformer en plateforme de grains secs).
- Plusieurs opérateurs en vue pour le marché des produits issus de la démarche agroécologique : MALDE KARA (avec un besoin prononcé de 300 T de grains secs de Mucuna, ou de Pois d'Angole), le LFL (avec un besoin 2500 T de sorgho et une volonté

de développer l'agroécologie dans sa démarche d'accompagnement des agriculteurs fournisseurs de produits), le ROYAL SPIRIT (avec un besoin prononcé de 100 T de Soja, le MORINGA WAVE pour développer le marché de moringa.

Ces démarches méritent de l'accompagnement, de la structuration et de renforcement pour contribuer à la transition agroécologique.

A cela s'ajoute également des démarches de renforcement des marchés locaux : marché éphémère (ex : hebdomadaires, mensuels...), circuits courts, plateformes numériques. Les exemples d'autres régions comme le cas du CEFTEL/VFTV sur Vakinankaratra sont à creuser, et des échanges sont à développer.

Au-delà de ces initiatives de mise en lien à des marchés spécifiques, d'autres démarches plus globales ont été proposées par les acteurs pour développer le mécanisme lié au marché.

**Tableau 11 : Démarche proposée pour renforcer le marché des produits agroécologiques**

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Facilitation de l'accès au marché	Concertation entre coopérative et opérateurs de marché Capitalisation sur les marchés et les flux de prix	DRAE, CCI, OP, Coopérative	Fluctuation des prix Non-respect des engagements	PTF, Etat, CCI, Plateforme
Promotion des agrégations agricoles	Faire la promotion, la sensibilisation et le suivi des activités sur les agrégations agricoles	Secteur Privé, MINAE, OP, CCI, FSRP PAGE-PADDI (filiale miel) F4F (Mangue)	Pas de manuel des procédures sur l'application du décret en cours	Privé, Etat, PTF

### 3.3.4 Développer des valorisations des produits AE et des systèmes de certification (SPG)

La Loi n° 2020-003 sur l'AB à Madagascar reconnaît deux systèmes pour garantir le caractère biologique des produits vendus sur le marché national, à savoir les Systèmes Participatifs de Garantie (SPG) et la certification par tiers, cette dernière correspondant au mécanisme requis pour la certification sur les marchés d'exportation. Ainsi, la reconnaissance des SPG s'inscrit dans l'ambition gouvernementale – réaffirmée et développée dans la Stratégie Nationale pour le développement de l'Agriculture Biologique - de promouvoir le développement du marché biologique national comme complément indispensable et en synergie avec celui des exportations de produits biologiques.

Les systèmes SPG constituent une opportunité pour le développement de l'AE. Quelques initiatives sont développées pour les produits agroécologiques et connaissent de succès (bien qu'encore embryonnaire).

Il s'agit aussi d'une opportunité pour la région Boeny, et notamment pour accompagner le développement de l'AE et la TAE. Cela pourrait accompagner aussi la démarche TVAB pour certifier les produits non engagés dans la démarche de certification par les tiers et non ciblés pour l'exportation.

A ces démarches de certification pourrait s'accompagner une démarche de différenciation des produits par la mise en place de labels régionaux pour distinguer les produits agroécologiques, comme : « Cultivé sans pesticides chimiques », « Produits biologiques locaux ».

Tableau 12 : Démarche proposée pour développer le SPG dans la région Boeny

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Diagnostic-Identification	Analyser le marché potentiel Définir les démarches SPG Identification des cas d'étude potentiels, les acteurs potentiels et les zones potentielles	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Pas encore d'expériences dans le Boeny	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP
Phase test	Mettre en place des sites pilotes Assurer la concertation avec les acteurs et les groupes de producteurs Assurer la prise en compte de la réglementation, et de la gouvernance	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Adhésion de la population Coût de la démarche Alternatives techniques (biopesticides)	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP
Mise en œuvre et suivre la mise en œuvre	Mettre à l'échelle sur des cas diversifiés Assurer le suivi, l'évaluation de la mise en œuvre pour une démarche d'apprentissage et de valorisation sur d'autres démarches	Région, DRAE, DREDD, SYMABIO et secteurs privés, OP, FSRP	Adhésion de la population Coût de la démarche Alternatives techniques (biopesticides)	Banque Mondiale, UE, AFD, Secteurs Privés, OP

### 3.4 Accompagnement des politiques publiques et de la réglementation

*Objectif : Créer un environnement propice à la transition agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés.*

Le niveau des politiques publiques constitue un niveau important de mise en œuvre d'action pour accompagner et pour favoriser un environnement de la production vers une transition agroécologique effective. Plusieurs actions sont envisageables au niveau des politiques d'accompagnement, et peuvent être menées au niveau de décision régionale.

#### 3.4.1 Renforcer la réglementation

Dans l'accompagnement de la TAE, la réglementation par l'Etat ou par les autorités compétentes dont la Région est importante. Cela demande la mise en place progressive d'une réforme politique dans l'accompagnement de la transition agroécologique pour : i) incorporer l'agroécologie dans les plans de développement agricole nationaux et régionaux, ii) instaurer des politiques incitatives (subventions ciblées, exonérations fiscales pour les intrants biologiques), iii) interdire ou restreindre progressivement les intrants chimiques nocifs.

Cette démarche est à intégrer progressivement dans les politiques régionales. Parmi les priorités : i) la réglementation dans l'usage des pesticides, ii) la réglementation autour des RSE pouvant favoriser la transition agroécologique, iii) la réglementation autour de l'exploitation de chaux.

Tableau 13 : Quelques pistes pour la réglementation favorisant l'agroécologie dans la région

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Réglementation dans l'usage des pesticides	Mise à jour des lois relatifs à l'usage des pesticides et proposition aux chambres législatives Contrôle sur la commercialisation des pesticides	MEDD, MINAE, Région DREDD, DRAE, DPV	Réseaux établis des produits pesticides Revendeurs sans permis de vente	Etat PTF

	Mise en place de laboratoire de contrôle des produits pesticides Formation des revendeurs des pesticides (normes, lois, utilisation) Elaboration des stratégies sur les produits phytosanitaires	CCI, Douanes MICA, forces de l'ordre OP, Distributeurs		
Développer la réglementation sur les RSE	Consolidation des documents, des textes réglementaires et des initiatives sur la RSE et le PSE Recensement des activités locales nécessitant l'application des RSE	MEDD, ONE, Région, Secteur privé, Population, VOI, LMMA	Méconnaissance des documents et textes existants	Opérateurs privés PTF et bailleurs de fonds Ministères (MEDD, ONE)

### 3.4.2 Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD

Le processus de renforcement de l'accès aux semences constitue une politique nationale déjà engagée. Le développement de dispositif semencier basé sur les systèmes SQD (semences de qualité déclarée) a été déjà engagé et assez avancé dans la région Boeny avec l'appui du projet ProSol. Cette initiative est à renforcer.

Tableau 14 : Etapes pour poursuivre la démarche SQD dans la région

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Poursuivre la démarche SQD	Mettre en œuvre la démarche Assurer le suivi et l'évaluation continue de la démarche mise en place	SOC		Etat Banque Mondiale – FSRP Autres PTF
Déconcentrer l'appui à la certification de la production de semences	Déployer les capacités d'équipes régionales sur les questions semencières	SOC FSRP	Capacités limitées de l'équipe centrale du SOC par rapport aux besoins du pays Nécessité de promouvoir les espèces adaptées à chaque ECO-région	Banque Mondiale - FSRP
Partager les acquis avec d'autres régions	Faire des échanges avec d'autres régions	SOC Autres acteurs concernés	Officialiser l'existence de variétés locales performantes appréciées par les paysans	FIDA Autres bailleurs

### 3.4.3 Développer la formation à différents niveaux

Pour accompagner la TAE, il est important de développer une démarche de formation à différents niveaux en AE, et ce depuis la formation académique, en passant par la formation professionnelle au niveau des CEFAR (étatiques et privés), jusqu'à la formation de base.

Au niveau universitaire, une initiative a été menée par l'IUTAM (Institut Universitaire de Technologie et d'Agronomie de Mahajanga) dans une démarche indépendante et non liée à d'autres initiatives. Le Master TerREau (Formation des Experts en Développement Rural et en Gestion de l'Eau) est un programme de formation qui a pour objectif de former des spécialistes capables de répondre aux défis liés au changement climatique et à la dégradation des sols, en adoptant des pratiques agroécologiques innovantes.

Les réflexions sur la formation au niveau de l'EFTA Mahajanga ont été engagées. L'EFTA est intéressé mais il n'y a pas encore eu de suite dans cette démarche.

C'est dans la formation de base (au niveau des écoles) que les initiatives ont été engagées dans une démarche d'intégration de l'agroécologie ou de la sensibilisation environnementale, nutritionnelle dans les milieux scolaires.

Plusieurs initiatives existent déjà dans l'accompagnement de différentes thématiques liées à l'agroécologie en milieu scolaire :

- Expériences MEN/GSDM/GIZ pour l'intégration de l'AE au niveau des collèges ;
- Projet Wash-up en collaboration avec 7 écoles dans la ville de Mahajanga dans le domaine de l'eau assainissement hygiène (EAH), promotion de l'agriculture urbaine et de l'économie circulaire ;
- UNICEF en accompagnement au reboisement avec le slogan « un arbre, un élève » ;
- Ecole du Monde sur le cantine scolaire – s'approvisionner avec des produits agricoles locaux ;
- ONN pour l'éducation nutritionnelle et les jardins potagers
- MEDD pour l'éducation environnementale en collaboration avec le MEN « Ecoles vertes » ;
- Programme ACCESS (USAID) sur la santé reproductive uniquement.

Il y a une possibilité et opportunité pour combiner ou changer l'échelle pour ces initiatives car :

- Il s'agit déjà d'une politique de l'Etat au niveau du MEN. L'intégration de l'AE dans le programme scolaire est en cours et l'intégration dans le curricula se fait à travers les matières SVT, géographie... Classe 6ème – 5<sup>ème</sup>
- Il est important de regrouper en une seule démarche agroécologique les différentes initiatives. Les contenus sont donc à rassembler pour l'AE avec une intégration agriculture-élevage autant que possible, le WASH, la nutrition, les programmes de reboisement, la rizipisciculture...)
- Pour les aspects pratiques, il est important de développer les jardins scolaires quand c'est possible. La DIREED a également proposé la visite échange et formation au niveau de la pépinière de Marohogo pour initier et former les élèves aux techniques de reboisement et agroforesterie (arbres fruitiers et arbres forestiers). Le modèle Wash-up (agriculture verticale – type en ville) est aussi proposé quand l'école n'a pas suffisamment de terrain.
- La Responsabilité Sociale/Sociétale des Entreprises (RSE) sont à développer. Par exemples : Eden Project, AQUALMA, CARE international, Hotel Antsanitia... avec une nécessité de voir sur la législation, et la nécessité d'élargir les visées au-delà du fokontany, c'est-à-dire vers la commune pour plus d'impact.

Pour les différents niveaux de formation, les acteurs ont défini quelques pistes d'actions à renforcer.

Tableau 15 : Démarches proposées pour renforcer les formations à différents niveaux

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Intégration de l'AE en milieu scolaire	Développement des programmes, Développement des sites écoles ou des jardins scolaires // Intégrer des petites fermes d'élevage et le principe d'intégration Agri-élevage (et contenus techniques à élargir) Formation des enseignants et formateurs, et Formation des élèves	MEN et branches régionales (DREN, CISCO), DEMC, OEMC, Formateurs, Ecoles, Enseignants,	Accès des intrants (semences et fertilisants non intégrés dans le budget des Ecoles) Encadrement technique pas continu	PTF, projets-programmes Etat via le MEN FDA Autofinancement des Ecoles FAPBM

	Développement des cantines scolaires et des visites-échanges Suivi-évaluation, partage et capitalisation des démarches et des connaissances Développement des partenariats Ecoles-entreprises locaux et orientation dans l'AE	Elèves, ONG d'accompagnement, DRAE, FDA, ONN/ORN	Période des vacances (pas de suivis) Changement climatique	
Intégration de l'AE dans les CEFAR et les formations professionnelles	Développement des programmes – Valorisation des référentiels et des guides de formateurs (AE, AB GDT, DRS, Pfumvudza...) Formation des enseignants et formateurs Cours théoriques des étudiants, Travaux pratiques (application) et des travaux dirigés Mise en relation avec les acteurs externes et les Centre de recherche // recherche de partenariat	METFP, MINAE, DRAE, Lycées agricoles, CFAMA, Centres CEFAR-EFTA, CAFPA, CRFPA, Centres Privés...) Formateurs, Centre de recherche, OP	Participation des autorités locales Problèmes fonciers et squattérisations des terrains Accès aux intrants ou adduction d'eau	PTF, projets-programmes Etat via le METFP, MINAE FDA Autofinancement des CEFAR ou Ressources propres internes
Intégration de l'AE dans la formation académique (Universités publiques et Privées)	Développement des programmes (valorisation des acquis – type GSDM dans l'enseignement au sein de l'ABC/ESSA) et des outils didactiques. Formation des formateurs/enseignants Cours théoriques, Travaux pratiques et travaux dirigés Mini-vitrine ou sites d'application, Visites échanges Capitalisation et relation avec les partenaires	Ministères (MESUPRES, MINAE), Universités et Instituts, Enseignants et chercheurs ou experts formateurs Entreprises locales, Acteurs partenaires (acteurs de dev.)	Peu de valorisation des résultats de recherche et d'accès aux documents Manque de matériels de labo, et de terrain d'application Adéquation de la formation aux contextes locaux, Lien avec les acteurs de développement (stage)	Etat via les Ministères PTF et Projets-programmes Institut Privés Institution de recherche ou projet de recherche

#### 3.4.4 Accompagner à différents niveaux l'accès aux solutions de fertilisation

L'accès aux solutions de fertilisation ne se limite pas à l'approche de fertilisation au niveau de la parcelle, ni l'accès aux engrais organiques au sein des exploitations agricoles. Cela demande de l'accompagnement à plus large échelle.

Plusieurs approches de fertilisation peuvent permettre de renforcer la santé des sols et la productivité ;

- Promotion des bonnes pratiques au niveau des exploitations agricoles
- Bonne intégration agriculture élevage, foresterie au niveau des aménagement de paysages
- Renforcement des dispositifs de production privés de proximité (vendeur de compost liquide, de lombricompost, compost solide)
- Renforcement de l'accès au compost d'origine urbaine
- Renforcement de l'accès aux engrais mixtes, par le développement d'un réseau de distribution

Tableau 16 : Etapes pour développer l'accès à la fertilisation dans la région Boeny

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Promotion des bonnes pratiques au niveau des exploitations agricoles	Action de vulgarisation et échange à travers les réseaux paysans à paysans Appuis et éclairage de la recherche et des acteurs de développement sur les bonnes pratiques (mélange avec la fertilisation organique, différents types de fertilisation organique)	Projet, Paysans relais DRAE Projets, ONG	Manque de connaissance sr les bonnes pratiques de gestion de la fertilité	Etat PTF, Projets FDA
Bonne intégration agriculture élevage, foresterie au niveau des aménagement de paysages	Développement d'un modèle de référence sur les aménagements de paysage	Projet, DRAE, DIREDD	Assurer une gestion durable des paysages permettant la protection de l'environnement et le développement agricole	PTF (projets agroécologie, projets environnementaux)
Renforcement des dispositifs de production privés de proximité	Appui aux producteurs de fertilisants et aux dispositifs d'échange agriculteurs-éleveurs	DRAE Opérateurs Privés	Besoin de multiplier les points d'accès aux fertilisants organiques locaux	PTF, Projets, FDA Financement Privé
Renforcement de l'accès au compost d'origine urbaine	Organiser un appui économique à Madacompost	Madacompost	Manque de rentabilité économique et coût trop élevés des compost	Projets, FDA Financement Privé Commune Urbaine
Renforcement de l'accès aux engrais mixtes,	Mettre en place un réseau de distribution	Secteur privé	Manque de distributeur d'engrais minéraux et mixtes	Etat PTF, Projets, FDA

### 3.4.5 Développer les systèmes RSE et PSE

Le mécanisme RSE (Responsabilité Sociale/Sociétale d'Entreprise) peut accompagner la TAE avec plus d'implication du secteur privé. Il pourrait contribuer de façon durable et hors système de projet (à court terme et limité dans l'espace). Actuellement, la RSE traite trois questions de la durabilité : le développement social, la protection de l'environnement, tout en combinant avec l'intérêt économique.

Le PSE (Paiement pour les Services environnementaux) fait partie des mécanismes potentiels mais les acteurs environnementaux dans la région de Boeny sont sceptiques pour son efficacité et sa mise en application. Quelques initiatives existent et fonctionnent ailleurs, et il est important de l'intégrer dans les mécanismes potentiels pour accompagner la TAE.

Dans la région Boeny, principalement pour les RSE, il s'agit actuellement d'une initiative volontaire de la part des entreprises, et les actions vont en majorité dans les actions sociales (appuis aux Ecoles). Quelques initiatives sont existantes et on peut citer quelques-unes :

- Eden Project : RSE d'entreprise USA pour le reboisement ;
- ENELEC Boanamary pour compenser l'émission de gaz pour le reboisement des mangroves et l'achat des jeunes plants VOI ;
- Sociétés KALFAN & fils et Perle TRADE en compensation à l'exploitation de raphia, avec de l'engagement dans la convention de collecte, et aussi une clause dans les

contrats avec la DREDD pour la plantation de raphia avec les VOI (Katsepy, Androhibe, Ambalika, Ankaraka), avec en plus de plantation d'acacia à Androhibe (Katsepy).

- SOCTAM (usine de Tabac), Desiste MGA, Willy SARLU pour le reboisement à Marohogo ;
- AQUALMA pour la plantation de mangrove et de reforestation à Mahajamba)
- KFB (Kooperativa Fandrama Boeny) dans le reboisement dans ses activités d'exploitation de Miel.

Il est donc important de renforcer ces initiatives et de renforcer (encadrer) les actions accompagnant la TAE et les activités en AE.

Tableau 17 : Piste d'actions proposées pour développer les activités RSE et PSE

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Consolidation des documents et textes réglementaires	Consolidation des documents, des textes règlementaires et des initiatives sur la RSE et le PSE Recensement des activités locales nécessitant l'application des RSE	MEDD, ONE, Région, Secteur privé, Population, VOI, LMMA	Méconnaissance des documents et textes existants	Opérateurs privés PTF et bailleurs de fonds Ministères (MEDD, ONE)
Sensibilisation Prise de responsabilité des autorités concernés	Partage des documents sur les RSE, et l'EIE au niveau local (Grand public) Sensibilisation, prise de responsabilité des autorités concernés (ex : MEDD, ONE), des sociétés privées et de la population locale Identifier les activités hard pour le RSE Plaidoyer à tous les niveaux	MEDD, ONE, Secteur privé, Population, VOI, LMMA	Corruption Méconnaissance des impacts des sociétés	Opérateurs privés PTF et bailleurs de fonds Ministères (MEDD, ONE)
Mise en œuvre et suivis	Mise en œuvre des activités compensatrices Définir la charte de responsabilité dans la mise en œuvre Encadrement de la RSE et PSE vers des activités agroécologique (processus consultatif) Suivis des réalisations et des activités mises en œuvre par les sociétés au niveau local (ONE, MEDD) en concertation avec la population locale (à court terme et à long terme)	MEDD, ONE, Région (CRE ou comité régional environnement), Secteur privé, Population, VOI, OP/OPR, LMMA, CTD (communes, fokontany)	Corruption et transparence de l'utilisation de la redevance Efficience des résultats (non mesurée) : la RSE et le PSE ne correspondent pas aux prélèvements ou dégâts causés par l'activité économique ;	Opérateurs privés PTF et bailleurs de fonds Ministères (MEDD, ONE) FAPBM

\* La réglementation des activités de production de chaux actuel a suscité beaucoup de débat. Il s'agit d'une exploitation qualifiée d'artisanale, mais qui consomme beaucoup d'arbres et amène à une spirale de destruction des ressources naturelles (forêts et arbres). Cette question mérite des réflexions plus spécifiques au niveau de la Région, et même au-delà au niveau national.

### 3.4.6 Renforcer la sécurisation foncière

Ce mécanisme a été abordé pour accompagner la TAE, pour la durabilité des actions et limiter notamment les verrous pour le développement de l'AE. Beaucoup d'initiatives ont été engagées par les projets ProPFR et ProMIC

Tableau 18 : Démarche pour poursuivre les actions de sécurisation foncière

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Sécuriser les exploitants agricoles	Poursuivre les campagnes d'appui à la certification Diffuser des modèles de contrat de bail	MDAT ProPFR Région/ Communes Acteurs partenaires	Les paysans n'investissent pas sur les terres dont ils n'ont pas la garantie d'être usager sur le long terme	Etat BMZ Autres PTF
Sécuriser les grands espaces commun	Mettre à l'échelle le processus de mise en place de grands pâturages sécurisés (modèle proPFR-ProSol)	MDAT ProPFR Région/ Communes Acteurs partenaires	Protéger les grands espaces de pâturage contre l'accaparement d'opérateurs privés	Etat BMZ Autres PTF
Optimiser la gestion de l'espace et le partage des ressources	Traiter la question des zones d'accueil pour les migrants en provenance de zone climatiquement touchées par le réchauffement ou par la pression foncière	MDAT ProPFR ProMIC Région/ Communes Acteurs partenaires	Gestion des conflits de population	Etat BMZ Autres PTF

### 3.4.7 Améliorer le financement de l'agroécologie

Le développement de l'agroécologie est souvent confronté à des problématiques de continuité après l'arrêt d'un projet d'accompagnement. Ces pratiques durables nécessitent en effet de l'appui continu. Il manque souvent des incitations économiques ou des financements pour assurer la transition. Il est donc important de développer des mécanismes plus pérennes de financement. Il faut aussi s'assurer que les financements soient disponibles et arrivent dans les moments opportuns.

Parmi les pistes de financement, le dispositif FDA/FDAR fait partie des potentiels. Au niveau de la direction générale et nationale, l'agroécologie est de plus en plus priorisée. Certaines régions comme le cas de Vakinankaratra ont servi d'actions pilotes dans la priorisation de l'agroécologie. Il est aussi important d'intégrer la région Boeny parmi les régions où l'agroécologie est traitée en priorité.

Des systèmes locaux d'épargne communautaire sont aussi développés dans différentes régions de Madagascar. Il s'agit des financements de type VSLA, AVEC, GVEC... Des cas de réussite sont rencontrés dans différentes régions à Madagascar, et il est important de développer le partage des acquis et le renforcement de cette démarche par les acteurs de la région Boeny.

Les pistes avec les entreprises privées dans le cadre des systèmes d'agrégation et de préfinancement-accompagnement ne sont pas aussi à exclure. Il faut initier ces démarches dès la phase d'accompagnement de projets-programmes en place.

Tableau 19 : Quelques pistes pour renforcer le financement de l'agroécologie

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Prioriser l'agroécologie dans le dispositif FDAR	Echanger avec le FDA national et les régions qui ont déjà entamé cette démarche. Réfléchir avec les acteurs de la région sur les mécanismes d'appui et notamment des appuis pluriannuels	MINAE, Région FDA/FDAR Projets-Programmes OPR, OP ONG	Manque de mécanisme d'appui pluriannuel	MINAE FDA/FDAR PTF

	Développer des actions pilotes et capitaliser Mettre en œuvre à plus grande échelle la démarche Faire le suivi & évaluation pour renforcer la démarche			
Développer les démarches d'épargne locale (AVEC, GVEC, VSLA...)	Faire l'inventaire des initiatives déjà développées localement Faire des échanges sur les initiatives développées dans d'autres régions Renforcer la mobilisation de financement d'épargne communautaire	Région, DRAE Projets-Programmes OPR, OP ONG		PTF Projets - programmes
Promotion des agrégations agricoles	Faire la promotion, la sensibilisation et le suivi des activités sur les agrégations agricoles en insistant sur le préfinancement de l'agroécologie avec les OP et les producteurs	Secteur Privé, MINAE, OP CCI, FSRP PAGE-PADDI (filière miel) F4F (Mangue)	Pas de manuel des procédures sur l'application du décret en cours	Privé, Etat, PTF

### 3.4.8 Renforcer les actions de recherche participative

La contribution de la recherche est importante dans la démarche d'accompagnement de la TAE. Il est de plus en plus important et notamment dans l'accompagnement de l'AE de développer des actions de recherche participative et de recherche-action. Il est important de collaborer avec les agriculteurs pour expérimenter de nouvelles pratiques et technologies adaptées pour la région.

Parmi les pistes de recherche-action évoqué par les acteurs :

- Recherche sur les plantes mellifères (sources de pollen ou de nectar) pouvant couvrir toutes les saisons dans la région Boeny ;
- Recherche sur l'efficacité des produits agroécologique de traitement (insecticide principalement mais aussi les maladies) ;
- Promouvoir des études sur les cultures résistantes au climat et les techniques de restauration des sols ;
- Besoins de recherche ou de caractérisation des variétés pour le catalogue SQD ;
- Recherche autour des savoirs locaux ;
- Recherche sur la démarche d'accès à la terre pour les jeunes.

Tableau 20 : Démarche pour développer la recherche action (ou recherche participative)

Actions	Activités	Acteurs clés	Problématiques spécifiques	Type de financement
Recherche-action	Développer dans chaque initiative des pistes de recherche-action et des recherches participatives Orienter des sujets de recherche suivant la demande	FOFIFA, autres organismes de recherche Projets-programme	Faible financement de la recherche	Etat PTF Projets-programmes
Implication dans la gouvernance participative	Intégrer les acteurs de recherche dans les plateformes de concertation	Région, FOFIFA, autres acteurs concernés dans la gouvernance participative	Faible financement de la recherche	Etat PTF Projets-programmes

## 4 Structure de gouvernance participative et suivis-évaluation

L'objectif de cette structure de gouvernance est d'assurer : i) la mise en place d'une structure permettant d'animer la suite de la mise en œuvre de la stratégie, ii) la coordination des actions de réflexions et d'accompagnement de la transition agroécologique, iii) la multisectorialité dans la mise en œuvre, iv) le pilotage global et le suivi-évaluation des initiatives menées

### 4.1 Renforcer la mobilisation des acteurs

La mobilisation des acteurs reste importante que ce soit dans le processus d'élaboration de la stratégie, que dans la mise en œuvre de la stratégie plus tard.

Les acteurs devraient être sensibilisés de façon permanente sur les enjeux et les objectifs de la transition. Cette démarche d'élaboration de la stratégie depuis les premières étapes va dans ce sens. Les sensibilisations dans cette optique devraient être menées de façon continue pour assurer une permanente prise de conscience.

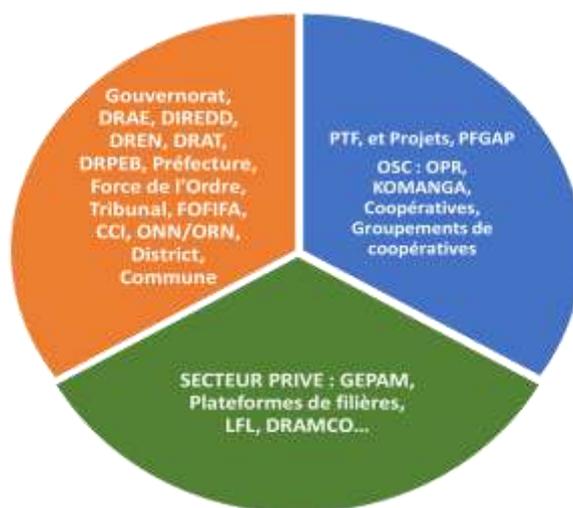
Il est aussi important d'encourager la participation active des agriculteurs, des chercheurs, des organisations de la société civile et des décideurs locaux.

### 4.2 Structure de gouvernance à mettre en place

Il a été proposé de mettre en place une structure au niveau de la Région, qui assure le pilotage des services concernés en matière de transition agroécologique.

Actuellement, la région Boeny a un CRAT (Comité Régional de l'Aménagement du Territoire), instauré par arrêté régional. Le CRAT est fonctionnel. Parmi différentes options discutées par les acteurs, il a été proposé de créer un sous-comité comme un Groupe de travail sur la Transition agroécologique (un sous-comité en AE du CRAT), et travaillant de concert (en parallèle et/ou en commun sur des sujets communs) avec le GTRPF ou Groupe de Travail sur la Restauration des Paysage et des Forêts.

Figure 9 : Les membres clés du Groupe de Travail sur la TAE



- Le lead est assuré par la Région (Gouvernorat)
- La mise en place est prévue en mars 2025, par la région avec l'amendement de l'arrêté CRAT et suivi de la première réunion
- La fréquence de réunion est fixée à au moins une fois par an
- Les activités globales lors de la réunion sont : i) la planification des activités, le suivi-partage,

### 4.3 Assurer le suivi & évaluation à différents niveaux

Le suivi et l'évaluation des actions sont fortement conseillés. Dans cette démarche d'accompagnement de la TAE, plusieurs niveaux sont touchés, avec différents indicateurs correspondants (sans être exhaustif) :

- Pour les ménages agricoles :
  - % d'agriculteurs formés appliquant des pratiques agroécologiques.
  - Augmentation de la productivité ou des revenus issus des systèmes agroécologiques.
- Pour le paysage :
  - Surfaces reboisées ou restaurées ou protégées (hectares).
  - Amélioration de la qualité des sols (matière organique).
  - Flux d'énergie
  - Protection contre les feux
- Pour les filières agricoles :
  - Nombre de produits certifiés et volume vendu.
  - Valeur ajoutée générée localement grâce à la transformation.
- Pour les politiques publiques :
  - Nombre de lois ou réglementations favorisant l'agroécologie.
  - Budget alloué à la transition agroécologique au niveau régional.
  - Mécanismes de concertation fonctionnels

Le cadre logique pour cette stratégie régionale de la TAE de la région Boeny est développé en annexe 2. Ce cadre logique montre les différents niveaux d'intervention, les objectifs, les différents mécanismes et les actions correspondantes, ainsi que les indicateurs clés, définit avec les acteurs. Il s'agit de jalons pour accompagner cette stratégie régionale mais qui restent à développer pour chaque initiative qui constituera la mise en œuvre de la stratégie.

## 5 Conclusion

Cette stratégie constitue un outil important pour accompagner la TAE des systèmes agricoles et alimentaires dans la région Boeny. Elle s'aligne et contribue à la mise en œuvre du PRD de la région, et constitue un ensemble constitutif de ce PRD (plan de mise en œuvre de l'OG2 « *Valoriser les potentialités économiques de la Région* », et des sous-objectifs « *Améliorer la productivité dans les secteurs agriculture, élevage, pêche et foresterie : promouvoir la durabilité des filières agricoles, promouvoir la durabilité et diversification des filières d'élevage, promouvoir la durabilité des filières forestiers ligneux et non ligneux, développer et valoriser les synergies entre filière* »).

Cette stratégie a été établie dans une démarche participative depuis la phase de diagnostic et tout au long de la démarche. Elle s'est basée aussi sur les expériences avérées des acteurs, et des mécanismes d'accompagnement déjà testés dans la plupart des cas.

## Annexe

### Annexe 1 : Les pratiques adaptées dans la région Boeny en lien aux 13 principes de l'AE

Les principes agroécologiques restent pour certains acteurs assez flous. Il est important de les découler en pratiques qui ne se limitent pas aux pratiques agricoles, mais des pratiques agroécologiques suivant différents niveaux. Cette partie de réflexion a été menée avec les acteurs et qui s'est traduit par la question suivante : **Quelles pratiques agricoles et alimentaires durables suivant les 13 principes et les différents niveaux d'intervention allons-nous développer dans la région Androy ?**

Les différents niveaux ainsi que les principes correspondants sont (cf annexe 4 pour quelques éléments de définition des principes – distribué aux participants) :

- Niveaux parcelles / atelier d'élevage / exploitation agricole : Recyclage, Réduction des intrants, Santé des sols, Santé et bien-être, Biodiversité, Synergie, Diversification des revenus
- Niveau agroécosystème (paysage) : Santé des sols, biodiversité, synergies
- Niveau Marché, alimentation, intrants, chaînes des valeurs (système alimentaire) : Valeurs sociales et type d'alimentation, Équité, Connectivité (au marché), Diversification économique
- Niveau Société et Politiques publiques : Co-crédation de connaissances, Participation, Équité, Connectivité (sociale), Gouvernance des terres et des ressources naturelles

### Les différentes pratiques suivant les niveaux adaptés dans l'Androy selon les acteurs



Ces différentes pratiques proposées par les acteurs et déjà adaptées dans les différentes zones de la région Androy ont été retranscrites en annexe 1. Ces pratiques sont très détaillées, et reflètent les différentes pratiques actuelles suivant les 13 principes de l'AE.

Pratiques correspondant aux échelles des Exploitations agricoles et du paysage

Echelle Paysage (Gestion de l'agroécosystème)	Echelle Parcelle / Echelle Exploitation agricole (efficacité des ressources)
<p><b>DIVERSIFICATION DES REVENUS :</b> Utilisation de nouvelles variétés résilientes, Diversification de cultures orientées sur le marché, Promotion de la filière bois-énergie avec des appuis en énergie verte des exploitants, Appuis aux apicultures modernes, Rizipisciculture, Activités génératrices de revenus (AGR)</p>	<p><b>SYNERGIE :</b> Association des cultures, Reboisement, Arboriculture fruitière, Plantes mellifères (Miel), Push pull (régulation des ravageurs), Utilisation de variétés de semences diversifiées et de qualité adaptés aux conditions locales (CC, Fertilité des sols, Moyens des paysans, ...), Pépinière (production de plants diversifiés), Intégration de plantes (biopesticides ou répulsives à l'échelle de la parcelle ou de l'EA), Pâturage dans les vergers, Agroforesterie, Intégration Agriculture-élevage (valorisation des sous-produits végétaux) – aménagement ASPD, Pares-feux agricoles, Utilisation de variétés résilientes</p>
<p><b>BIODIVERSITE :</b> Association des cultures (EA et parcelles), rotation de cultures (parcelles et EA), Agroforesterie (parcelles et EA), Intégration de plantes de couverture (Mucuna, Stylosanthes, ...), Diversité génétique (animale), Plantation de plantes mellifères, Permacultures, Cultures maraichères, potagères</p>	<p><b>RECYCLAGE :</b> Compostage de produits ou sous-produits végétaux, Lombricompost, Permacultures, Utilisation de compost liquide, transformation des déchets ménagers (Société), Production de semences de variétés locales adaptées aux conditions agro-pédo-climatiques</p>
<p><b>SANTE ET BIEN-ETRE DES ANIMAUX :</b> Apiculture, Plantation de plantes mellifères, Favoriser la diversité génétique (animale), Production fourragère, Intégration Agriculture-élevage (valorisation des sous-produits végétaux : arachide, manioc, soja), Santé animale et développement des auxiliaires de proximité (APPSA)</p>	<p><b>REDUCTION DES INTRANTS :</b> Rotation avec minimum d'apports d'engrais, Promotion d'engrais organiques et d'engrais biologiques (production bio et naturelle), Compost liquide, Lombricompost, Appui des systèmes SRA (système de riziculture améliorée) et SRI (systèmes de riziculture intensive), Agroforesterie</p>
	<p><b>SANTE DES SOLS :</b> Association de cultures avec des légumineuses, Rotation des cultures, Promotion d'engrais organiques et d'engrais biologiques, Mesures de luttés contre l'érosion, Compost liquide, Dispositif anti-feux, Bandes enherbées, Couvertures végétales et Agriculture de Conservation, Défense et restauration de la fertilité des sols</p>

## Pratiques correspondant aux échelles des Systèmes alimentaires, et aux niveaux politiques et sociales

Chaînes des valeurs, marché (Système alimentaire)	Equité Sociale, Politiques publiques	
<p><b>CONNECTIVITE</b> : Plateformes des acteurs sur les produits agroécologiques, Mise en lien des OP et Opérateurs de marché, Foire régionale ou nationale pour exposition des produits agroécologiques, Implication du secteur privé avec les appuis publics et les appuis des bailleurs, Mise en place de prestataires de services locaux (valorisant les dispositifs locaux mis en place : PR, femmes leaders, PMS...), Mise en place et échanges pour la mise en place des prix équitables.</p>	<p><b>CO-CREATION DE CONNAISSANCE</b> : Organisation de visites-échanges, Animation sensibilisation des parents d'élèves autour des sites des écoles, Intégration de l'agroécologie en milieu scolaire (intégrant l'élevage), Formation sur le tas, Vulgarisation des techniques agroécologiques, Formation, sensibilisation et éducation au niveau de la population locale sur les pratiques agroécologiques, Evaluation participative des techniques et des approches, Recherche participative, Recherche coactive de solution</p>	<p><b>GOVERNANCE DES TERRES ET RESSOURCES NATURELLES</b> : Amélioration des semences (ressources végétales), Systèmes SQD, Gouvernance pour la mise en place de mécanismes d'incitation à la prise en charge des activités (planification), Gestion des pâturages par un comité de gestion, Gestion intégrée de l'eau, des BV depuis l'amont (protection des aires protégées et des forêts) jusqu'à l'aval (gestion par les AUE des rizières de bas-fonds), Renforcement de capacités sur la gestion durable des ressources naturelles, Sécurisation foncière et sécurisation des reboisements villageois, Accompagnement des communautés aux activités de reboisement énergétique, Restauration forestière, Conservation et protection des lacs, Mise en place des VOI/OP/KMDT/CLP pour le développement local, Planification des actions de développement intégrées multi-acteurs et autour des aires protégées</p>
<p><b>EQUITE</b> : Approche genre, Contribution des femmes dans les activités économiques de l'exploitation, Renforcement de la contribution des jeunes dans des projets agroécologiques, Développement des commerces équitables</p>		
<p><b>VALEURS SOCIALES ET TYPE D'ALIMENTATION</b> : Ecotourisme, Consommation agricole locale et des produits agroécologiques, Sensibilisation autour des aliments, Utilisation des semences de variétés locales, Promotion des normes agroécologiques valorisables par les marchés locaux et internationaux pouvant inciter les productions locales, Organisation du marché de miel</p>	<p><b>PARTICIPATION</b> : Professionnalisation des agriculteurs, Mise en place des structures locales et pérennes (PR, femmes leaders, paysans pilotes, Paysans référents, pépiniériste), Implication du secteur privé, Structuration des exploitants ou des acteurs locaux (OP, GPS...), Planification des actions de développement intégrées multi-acteurs et autour des aires protégées, Production locale des semences et développement des systèmes SQD, Appui des communautés locales, Coordination des actions en agroécologie, Collaboration multi-acteurs, Renforcement de la contribution des jeunes dans des projets agroécologiques, Concours de production au niveau Régional, Orientation des projets financés vers l'adoption de l'agroécologie,</p>	

Il faut noter que ces pratiques sont nombreuses mais elles souvent menées de façon séparée entre acteurs. Très souvent, les acteurs se partagent entre zones d'intervention, qui font que les agriculteurs ne reçoivent pas les appuis de façon intégrée. Il est vraiment nécessaire et important de mettre en exergue les liens entre ces différentes pratiques au niveau de la région et de développer dans chaque intervention ou dans chaque localité une approche holistique.

Annexe 2 : Cadre logique pour la stratégie régionale de la TAE de Boeny et indicateurs clés

Niveau	Objectif	Mécanismes	Indicateurs
Accompagnement au niveau des ménages agricoles	Améliorer les pratiques à l'échelle des exploitations pour garantir leur viabilité économique, écologique et sociale.	Sensibilisation, formation technique-thématique et renforcement des capacités	35% d'agriculteurs adoptant des pratiques agroécologiques d'ici 2035 (dont au moins 30% sont des femmes)
		Développer des mécanismes d'accompagnement éprouvés	Au moins un paysan relais assurant la formation et l'accompagnement des paysans au niveau d'une localité donnée
		Accompagner la structuration	Nombre d'OP fournissant des services répondant aux besoins des paysans, en lien avec le développement de l'AE (accès aux semences, intrants, fertilisation, matériel, renforcement de capacité, commercialisation, transformation)
Accompagnement dans la gestion du paysage	Gérer durablement les ressources naturelles à l'échelle du territoire pour renforcer la résilience globale.	Développer des approches paysages durables	La superficie de la couverture forestière est augmentée de 30% Le niveau du carbone organique du sol (SOC) est augmenté Au moins le nombre de points de feu ne dépasse pas les 150,000
		Favoriser le développement des TVAB (territoire à vocation agriculture biologique)	Au moins 1,000 Ha de terrains agricoles exploitées TVAB d'ici 2035
		Gérer les problèmes sociaux liés à la migration	Des réglementations sur la gestion des installations sont adoptées
		Développer d'autres mécanismes environnementaux potentiels	Nombre d'entreprises qui adoptent des activités RSE en lien avec la promotion et développement de l'AE La région Boeny développe des mécanismes de PSE (Paiement pour les Services environnementaux)
Accompagnement de la chaîne des valeurs et des filières agricoles	Restructurer les chaînes de valeur pour soutenir les produits agroécologiques et générer de la valeur ajoutée	Développer une démarche de chaîne des valeurs et filières agroécologiques	Le volume de production pour les filières agroécologiques est augmenté de 50%
		Développer la création de valeur ajoutée pour les produits locaux	Valeur ajoutée générée localement grâce à la transformation
		Développer des mécanismes liés au marchés	Nombre de spéculations agricoles (soja, sorgho, maïs, légumes secs, ...) ayant des marchés internes et externe à la région Boeny établies
		Développer des valorisations des produits AE et des systèmes de certification (SPG)	Au moins un marché "biologique" au niveau de chaque commune
Accompagnement des politiques publiques et de la réglementation	Créer un environnement propice à la transition	Renforcer la réglementation	Nombre de lois ou réglementations avec des décrets d'application favorisant l'agroécologie adopté
		Accès aux semences – Dispositifs semenciers SQD	Au moins 30 variétés homologuées sont multipliées et mises à disposition au niveau des paysans

Niveau	Objectif	Mécanismes	Indicateurs
	agroécologique grâce à des cadres institutionnels, financiers et éducatifs adaptés	Développer la formation à différents niveaux	Le cursus en lien avec l'AE est intégré à tous les niveaux d'institutions : écoles, collèges, lycées, centres de formation et universités
Développer les systèmes RSE et PSE		% d'entreprise qui font des activités RSE orientés vers les approches AE (autres que sociale et au-delà du reboisement)	
Renforcer la sécurisation foncière		Au moins 75% des paysans se sentent en sécurité en matière de foncier	
Améliorer le financement de l'agroécologie		Un budget alloué à la transition agroécologique au niveau régional est disponible	
Renforcer les actions de recherche participative		Nombre de recherches réalisées et appliquées dans le domaine AE	